

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



*CONTRE
LES FLICS
ET LES NERVIS*

**AUTO DEFENSE
OUVRIERE !**

PORTUGAL
LA REVOLUTION
EN MARCHE
pages 18 et 19

sommaire

SPECIAL FLICS ET NERVIS

Parisien libéré • Rouen • pp. 4, 5 et 6
 Dossier : les chiens et leurs maîtres
 Une nouvelle gamme de répression • Portraits
 de quelques nervis • Les chiens de Poniatowski
 • Auto-défense ouvrière • pp. 7 à 10

LUTTES OUVRIERES ET SYNDICATS

C.F.D.T. : sur l'air du 35^e congrès. p. 1
 Caen : grève chez Caron-Ozanne. p. 12
 Points chauds • Après la lutte à l'OPHLM. p. 13

POLITIQUE

Le congrès de l'UDR à Nice. p. 14
 Notes politiques. p. 15

ARMEE

Le gros bâton de Bigeard. p. 16

FEMMES

Avortement-répression à Rouen
 Le congrès de la CGT et Antoinette. p. 17

INTERNATIONAL

Portugal : la marche de la révolution. pp.18 et 19
 Espagne : 100.000 travailleurs en grève le 11 juin.
 pp. 20 et 21
 Italie : le vote rouge. p. 22

LIVRES-CINEMA

Notes culturelles. p. 23

QUOTIDIEN

Il faut 10 millions à la fin juin !

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris
 75004
 Téléphone : 272 88 96 et 272 68 82

Directeur de publication : H. Weber
 Imprimerie N.P.P.

n° 305 - Vendredi 20 juin 1975

cet été, tout faire pour maintenir les ventes

Nous n'avons pas atteint les 5.000 lecteurs nouveaux que nous nous étions fixés pour la nouvelle formule de Rouge et nous n'atteindrons pas cet objectif avant les vacances.

La semaine passé, au numéro 304, nous avons même régressé de 200 numéros vendus en moins en province.

L'avance que nous avons prise temporairement, grâce à un effort encore trop inégal et trop court, commence à diminuer aux premiers signes de l'été : au lieu de 2.400 lecteurs de plus, nous en sommes à 2.200 lecteurs gagnés (comparaison entre le dernier numéro de l'ancienne formule n° 296 et le n° 304).

L'été peut être terrible : le climat général de vacances, la fermeture des lycées et universités, l'activité moindre dans les entreprises, les départs massifs de juillet-août, tout cela est traditionnellement dur à supporter pour un journal comme le nôtre.

C'est le septième été que Rouge vit. Chaque fois nous avons paru irrégulièrement (parfois deux, trois, quatre numéros pour couvrir les deux mois chauds). Chaque fois les ventes ont baissé considérablement,

l'argent des ventes est rentré plus lentement et la dette a été dure à remonter.

Certes, nous pouvons diminuer le nombre de pages mais pas le tirage car il faut approvisionner de nombreux kiosques.

Certes nous pouvons supprimer la parution, mais quelle carence pour couvrir la riche actualité internationale : la révolution portugaise, la lutte pour sauver les prisonniers de Franco...

Aussi, nous allons paraître régulièrement tout juillet. En août (sauf exigence de l'actualité) nous ne publierons qu'un long numéro spécial avant de reprendre le 30 août.

Il faut éviter que cette décision ne nous coûte trop cher et, en conséquence, il faut profiter de l'intérêt suscité par la nouvelle formule pour endiguer de façon volontariste la chute des ventes qui s'amorce.

Lecteurs, sympathisants, nous comptons sur votre aide : souscrivez pour le futur quotidien mais aussi faites tout pour vous procurer Rouge pendant l'été. Faites le geste militant, pratique, indispensable, de rechercher Rouge et de l'acheter chaque semaine, même en vacances.

Rouge sort chaque semaine tout juillet

Lecteurs,

- Ne ratez pas un seul numéro
- Prenez contact avec les militants pour le recevoir systématiquement
- Exigez du libraire de votre lieu de vacances qu'il vous

fournisse régulièrement le journal

- Achetez-en plusieurs, diffusez-le, faites connaître Rouge là où il n'est pas connu
- Commandez des affiches à Rouge pour les collages d'été, partout sur les routes de vacances.

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »
 10, Impasse Guéméné - Paris 4ème
 par avion : écrire à « Rouge »
 Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.



Comment sont « sélectionnés » les enfants puisqu'il s'agit bien d'une sélection. Educateur moi-même depuis bientôt 4 ans je ne peux aujourd'hui dire que mon travail présente un intérêt pour la lutte des classes. Bien plus je pense plutôt être un intégrateur de notre société. Y-a-t-il compatibilité entre un tel boulot et la volonté de changer de société et de mentalités des hommes.

Artaud disait qu'il fallait faire la révolution économique en même temps que la révolution des consciences. Aujourd'hui notre rôle par rapport aux divers inadaptes n'est-il pas tourné en sens inverse dans la mesure où nous avons comme but la réintégration des « malades » dans un tel système.

Il me semble que dans « Comment va la santé » vous n'insistez pas assez sur la fonction de l'éducation et comment son travail pourrait être mis au service de la révolution socialiste.

Si le problème des écoles est important, celui des centres ne l'est-il pas au moins autant ?

Ces centres ne sont que des centres de réparation. On y répare sur le dos des travailleurs (prix de journée, institutions privées...)

Nous sommes des travailleurs sociaux à qui l'on fait jouer le rôle d'une infirmière ou d'une aide-soignante, c'est-à-dire que l'on nous fait coopérer pour mieux préparer les individus à devenir des travailleurs modèles, c'est-à-dire dociles et respectueux du patron.

Il serait important d'insister plus sur le type de travail que seront amenés à faire les éducateurs que sur le type de formation « assez annexe ». Peut-être alors des faits comme la Bodinière ou l'IME de Chemillé s'éclairciraient-ils.

Salutations révolutionnaires
 M. Angers.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

Camarades,

C'est avec un net plaisir qu'on constate toutes les améliorations (clarification des articles surtout) qui ont été apportées dans Rouge et dès maintenant vous pouvez compter sur mon soutien financier dans la parution du quotidien.

Effectivement de gros efforts restent à faire dans le domaine de l'information, notamment en province où l'obscurantisme est un facteur qui contrecarre la plupart des luttes ouvrières (volonté des ouvriers de création de sections syndicales qui échoue par isolement et le chantage très aisé en petite agglomération des patrons auprès des habitants). Un très gros travail devrait s'effectuer dans les petites localités où par exemple on licencie 15 ouvriers dans une scierie après les avoir mis dans l'obligation de perdre trois semaines de vacances, où par

contre cinq ouvriers travaillant dans un commerce de volailles percevoient un salaire mensuel de 1200 F pour une présence qui atteint parfois 300 heures dans l'entreprise.

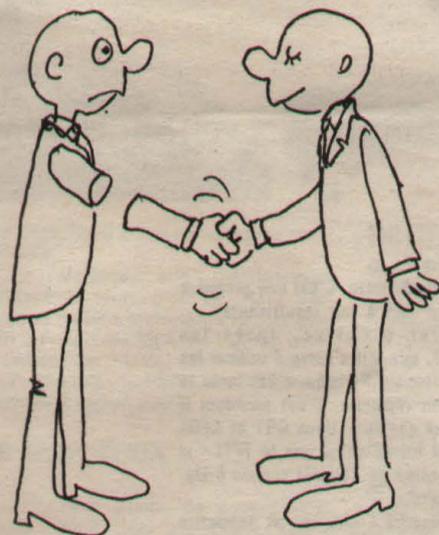
Salutation communistes
 R.A.R

Chers camarades,

Lisant régulièrement votre journal, je me permets de vous écrire pour vous faire part de mes impressions surtout dans le domaine de l'enfance inadaptee.

J'ai remarqué que vous n'avez jusqu'à ce jour rien sorti de théorique sur le rôle d'éducateur et sur les différents centres qui peuvent exister dans notre département. Quel rôle ? pour un éducateur quelle réinsertion pour les enfants que nous avons ?

ITALIE L'HEURE DU COMPROMIS HISTORIQUE ?



Après le Portugal, après l'Espagne, la bourgeoisie européenne connaît un nouveau coup dur ! Une poussée électorale des partis ouvriers, sans précédent depuis la guerre, risque d'aggraver considérablement la crise de direction bourgeoise en Italie. Et le renforcement du parti communiste en particulier, va donner une nouvelle crédibilité à la perspective du « compromis historique » avec la Démocratie-chrétienne. Parce que des secteurs plus larges de la bourgeoisie peuvent préférer sceller maintenant une alliance avec le PCI, plutôt que d'y être contraint demain sous la pression d'un mouvement de masse. Parce que les directions réformistes, fortes de leurs résultats électoraux, vont utiliser le regain de luttes provoqué par la victoire pour faire pression en direction de la Démocratie-chrétienne. Pourtant, dans l'immédiat, deux éléments importants doivent être pris en considération.

Premièrement, la bourgeoisie italienne sort affaiblie des élections. C'est-à-dire avec un rapport de forces défavorable pour conclure une quelconque alliance avec le PCI. Le recul général de la Démocratie-chrétienne va provoquer une relance des luttes de fractions en son sein. Déjà, certains secteurs influents remercient ouvertement Fanfani et réclament la constitution d'un gouvernement de centre-gauche « pour des réformes profondes ». Déjà, certains éléments se tournent vers le MSI pour constituer un bloc des droites contre le « péril communiste ». Dans tous les cas de figure, il s'agit de trouver une autre solution que le « compromis historique » à la crise ouverte par les élections : tant au niveau régional, où la majorité de certains conseils se joue à quelques voix, qu'au niveau national où la formule actuelle de gouvernement n'a plus aucune crédibilité.

Deuxièmement, le vote de dimanche dernier est avant tout un vote de classe. Contre la Démocratie-chrétienne, responsable du chômage et de la vie chère. La victoire électorale sera incontestablement un facteur de développement des luttes, notamment lors du renouvellement des contrats dans les principales branches industrielles, au cours des prochains mois. La combativité ouvrière, maintenue malgré la crise et renforcée dans la situation actuelle, risque de venir en porte-à-faux avec les projets de collaboration de classe des directions réformistes. Dans la nuit des résultats, les manifestants criaient, dans les rues de Rome : « Maintenant, tout de suite, le pouvoir aux travailleurs ». Seront-ils convaincus par les discours de Berlinguer sur la nécessité d'une alliance aujourd'hui plus qu'hier, avec la Démocratie-chrétienne ?

Les révolutionnaires ont donc une responsabilité énorme dans la phase de tensions sociales qui s'ouvre en Italie. La première tâche est de préparer la contre-offensive ouvrière sur la base de la victoire électorale. En imposant à une bourgeoisie affaiblie la satisfaction des revendications. Comme en 1969, comme en 1972, la négociation des contrats doit être l'occasion de luttes centralisées sur la base de revendications unifiantes. Mais la seconde tâche, tout aussi importante, est de dénoncer tout projet de dévoiement de la combativité ouvrière, au profit de compromis de classe. D'autant que les principaux groupes d'extrême-gauche restent flous quant à la dénonciation du « compromis historique ». Ainsi, seulement, les révolutionnaires pourront répondre aux exigences exprimées dans la rue, la nuit des résultats, à travers un mot d'ordre largement repris : « Unita, si, ma non con la D.C. ». *

S. LAMPION

* « Unité, oui, mais pas avec la Démocratie-chrétienne ».

TROUVER

● La semaine passée, les ouvriers du Livre défrayaient les chroniques de la presse. Aujourd'hui, l'information est passée au second plan. Alors que la semaine passée, nombre de travailleurs parisiens se rendaient à leur travail, en restant à l'écoute de la rue d'Enghien, aujourd'hui, c'est un peu l'attente. Les jours qui viennent de s'écouler ont compté double.

L'escalade

Toute la semaine, face à l'offensive de la bourgeoisie, c'est une véritable escalade de la solidarité ouvrière qui s'est engagée.

Sur place, la mobilisation s'organise. Le rideau de fer des rotatives de la rue des Petites Ecuries est tombé, l'entrée de la rue d'Enghien est barricadée, ainsi que le passage qui relie les « rotos » au « marbre » et à la rédaction. L'édification de ces barricades est à la mesure de la détermination des travailleurs. Loin d'être statiques, elles sont offensives : « merlans » sur les toits, barres, peinture et lance à incendie. La solidarité elle aussi se met en place. Pendant quatre jours, c'est un défilé ininterrompu des travailleurs de la presse, du labeur, de l'édition, mais aussi d'autres secteurs.

Solidarité financière, mais aussi militante.

« Si les flics interviennent... » Aux PTT, des éditions « provinciales » du Parisien libéré ne sont pas triées. Les travailleurs de l'EDF reçoivent la consigne de couper le courant en cas d'intervention des flics...

Le 12, protestant contre l'emploi systématique de chiens et de milices privées contre les grèves, les organisations syndicales appelaient à une manifestation. La tête de celle-ci était formée en grande majorité de travailleurs du « Parisien libéré », combattifs, scandant les mots d'ordre d'appel à la solidarité active, pour la nuit du samedi, date supposée pour l'intervention de la police.

La Fédération de Paris du PCF aussi appelait à la mobilisation : « Parisien, mettez en échec l'agression contre les travailleurs du Parisien Libéré. Samedi et dimanche manifestez votre solidarité, venez nombreux, en délégation, aidez - les financièrement, tous devant les imprimeries occupées par les travailleurs ».

La nuit de samedi s'annonçait bien, la rue d'Enghien allait devenir un haut lieu de combat contre le pouvoir, un point de convergence des luttes de la région parisienne entière.

La nuit la plus longue

« C'est pour ce soir... » Rue d'Enghien on les attend de pied ferme, ce samedi soir. Mais ceux qui font la grève au Parisien ne sont pas seuls.



Pol Gornak
L'occupation de l'imprimerie de la rue d'Enghien

PARISIEN LIBERE

reprendre l'initiative

● Alors que toutes les radios annonçaient une intervention imminente de la police, alors que la date officielle en était déjà fixée à samedi, le week-end s'est passé sans que la moindre pèlerine n'apparaisse rue d'Enghien.

Face à lui il a trouvé les ouvriers du Parisien décidés à se défendre, qui s'étaient barricadés dans leur imprimerie ; mais il a trouvé aussi la solidarité militante de dizaines de milliers de travailleurs : la FFTL avait appelé l'ensemble des travailleurs du Livre à débrayer et à se rendre sur place immédiatement en cas d'intervention policière. La CGT et la CFDT avaient appelé à une journée de protestation et de manifestation le 12 juin.

Préparée en très peu de temps, elle révéla une combativité importante. Au point que, le lendemain, l'éditorialiste du Figaro faisait remarquer avec inquiétude que « notamment à Paris, l'atmosphère des manifestations n'avait plus aucun aspect bon enfant »...

Chirac a senti le danger. Il a modifié sa tactique : renonçant à l'épreuve de force immédiate qui visait à infliger à la CGT une défaite en rase campagne, il s'engage maintenant dans une guerre d'usure.

Qu'on ne s'y trompe pas. Cette tactique n'en est pas moins dangereuse. Elle vise à laisser s'enliser la grève à l'imprimerie, tout en poursuivant une offensive intransigeante pour assurer sa confection ailleurs et sa diffusion régulière. Cette politique, appuyée sur une énorme campagne d'intoxication, vise à dégrader progressivement un rapport de force qui ne lui permet pas d'attaquer frontale dans l'immédiat.

Comment répondre ?

Tenir bon, renforcer la lutte. C'est une première réponse, mais elle est tout à fait insuffisante.

Il faut montrer à Chirac, après les manifestations du 12, que s'il s'avise d'utiliser les flics contre les grévistes du Parisien, c'est toute la classe ouvrière qui lui répondra. C'est pourquoi il est nécessaire que les confédérations CGT et CFDT lancent à leur tour le même appel que la FFTL : si la police intervient, même un 15 août comme à Lip, ce sera la grève générale.

Il faut aussi reprendre l'initiative et permettre au mouvement de soutien qui s'est manifesté de s'organiser et de rester mobilisé. Dans une autre usine du Livre, chez Caron-Ozanne, la plus grosse imprimerie de Caen, les grévistes, travaillant pour le trust Ouest-France sont en grève depuis 2 semaines. Ils ont occupé leur usine et ont remis en marche les machines pour le compte de la lutte. Ils viennent de sortir un numéro spécial intitulé « Ouest-Licenciements ». Dans ce journal peu commun, ils posent des questions précises et embarrassantes à leur directeur. Mais ils vont plus loin : ils publient des échos sur les luttes de la région rédigés par les grévistes eux-mêmes, ou, par ceux de Caron-Ozanne sur la base d'informations téléphonées depuis les usines en lutte : Lepetit, Bretoncelles, Gloria, Benne Marrel, Courrier Normand, Blaupunkt.

Un nouveau titre « Le Parisien en Grève », sorti rue d'Enghien, diffusé par les sections syndicales et les comités de soutien, offrant une ou plusieurs pages tribune aux luttes de l'été... Pourquoi pas ?

F.L.

UN SECOND SOUFFLE

Dès 22 heures, c'est un véritable défilé de solidarité qui commence : d'un peu partout des délégations arrivent pour apporter leur soutien financier et militant. On discute sur les perspectives, on vérifie si le moral est bon. On échange des expériences. Des gars d'autres boîtes du Livre, des postiers, quelques curieux aussi. Ce sont plusieurs centaines de personnes qui passeront voir ceux du Parisien cette nuit-là.

Des représentants du CC du PCF sont là, installés dans la cantine, dont l'entrée est sévèrement contrôlée... par des travailleurs de l'« Humanité ».

« Et si les flics arrivent ? ». Un militant du PCF donne son avis : ce qui compte avant tout ce n'est pas de résister à l'intervention policière, c'est de faire preuve de dignité. « Peu importe que les flics nous expulsent ; on arrêtera toute la presse ». Le rappel de la défense du local du PCF contre les nervis fascistes en 1956 reste sans écho. Désarmer en cas de coup dur ? Cela donne faux, à quelques mètres des barricades où s'enchevêtrent tables et rouleaux de papier et dont les défenseurs ne veillent pas pour la forme.

Au fil des heures, des gens s'en vont. A 3 heures du matin, il ne reste plus sur le terrain que les travailleurs du Livre, les journalistes et quelques militants d'extrême-gauche. On les invitera gentiment à vider les lieux.

Et demain ?

Rue d'Enghien, après ce week-end de tension et d'attente, la lutte continue. Les barricades sont toujours

vivantes mais sur place l'atmosphère a un peu changé. L'attente risque d'éteindre la détermination. Le besoin de nouvelles initiatives se fait sentir.

La grève cherche un second souffle.

Le 18.06.75
Yvonnick

DERNIERE MINUTE

Après l'occupation du ministère du Travail, les travailleurs de la

FFTL ont obtenu une entrevue avec Durafour pour vendredi. Ils sont ensuite partis de la rue de Grenelle, en cortège jusqu'au Parisien rue d'Enghien, traversant ainsi le 8^e et le 9^e arrondissements, la place de la Concorde et longeant les magasins chics où se nourrit la bourgeoisie parisienne.

que font l'A.J.S. et L.O. à F.O. ?

● Lutte Ouvrière et l'AJS ont choisi dans nombre d'entreprises de militer à Force Ouvrière. Ce choix est déjà par lui-même une erreur : dans des pays comme l'Allemagne ou les Etats-Unis, où des syndicats dont les dirigeants n'ont rien à envier à Bergeron sont majoritaires dans la classe ouvrière, il est nécessaire que les révolutionnaires y soient. En France rien ne saurait justifier a priori cette présence massive dans la droite la plus arriérée et la plus anticommuniste du mouvement syndical.

A moins que, comme l'AJS, on ne fonde l'anticommunisme avec un premier pas vers une critique de gauche du stalinisme ; ou bien, comme LO, on voie dans l'organisation syndicale un simple « paravent légal », capable d'abriter l'activité de militants regroupés boîte par boîte sur les bases de LO.

Mais il y a plus grave : s'il n'est pas judicieux de se fourvoyer à FO pour des militants révolutionnaires, il est franchement scandaleux de se contenter de protestations de pure forme

quand Bergeron, la main dans la main avec Chirac et Amaury, s'affirme comme le briseur de grève le plus cynique dans la lutte du Parisien Libéré.

Le journal « Lutte Ouvrière » a condamné fermement l'attitude de Bergeron : « Informations Ouvrières », plus modéré, s'est contenté de faire remarquer respectueusement que son attitude était « inacceptable » (admirez l'épithète !). Mais que font donc les militants de ces deux organisations dans les sections FO qu'ils animent ? Combien ont condamné publiquement la trahison de Bergeron ? Combien sont allés à la manifestation du 12 juin, passant outre le refus de FO d'y appeler ? Dans une semblable situation, ne pas rompre publiquement la discipline syndicale pour se désolidariser de la direction de FO, c'est tout simplement capituler.

Il est vrai que pour les militants de l'AJS qui avaient voté le rapport moral de Bergeron au dernier congrès de FO, c'était chose faite depuis longtemps.

F.L.

c'est surtout la salive des fascistes du P.F.N. qui s'use à coller ces auto-collants !

ADHÉRER

Parisien

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

LES AMIS DE LEURS AMIS

LE PROLO DE CHIRAC

● C'était à la télé il y a deux ans. Dans une émission « A armes égales » où il s'opposait à Georges Marchais, Chirac avait fait parler un prolétaire : il s'agissait d'un « bon ouvrier du Livre », du moins le prétendait-on. Celui-ci devait consciencieusement s'indigner devant les caméras contre la « dictature de la FFTL-CGT » et plus spécialement contre le contrôle de l'embauche en presse.

Seulement voilà... Très vite l'Huma a retrouvé ce bon ouvrier qui parlait comme n'importe quel Amaury : il s'agissait tout simplement d'un membre actif de la CFT chez... Citroën !

D'une certaine façon, alors qu'il n'était ni premier ministre ni grand manitou de l'UDR, Chirac annonçait déjà la couleur.

Et encore une fois, Amaury a de bons alliés.

NAISSANCES EN SERIE

● Un Comité pour la défense de la liberté d'expression est né. Il a été créé à l'initiative du PFN (groupuscule d'extrême-droite). Poniatowski lui, parle de « portugalisation » à propos de la grève des travailleurs du Parisien Libéré.

Un Comité de défense du Parisien Libéré vient de naître également. Il semblerait que le PFN (encore...) ne soit pas totalement étranger aux collages d'affiches éditées par ce Comité. A noter que des tracts et des autocollants édités par ce même Comité ont été diffusés aux participants au Congrès de l'UDR de Nice.

Encore une naissance : un Comité national de soutien des lecteurs et amis du Parisien Libéré. Parmi les initiateurs de ce nouveau Comité, on trouve :

— Jean Raspail, qui se présente comme journaliste au Figaro et omet de signaler qu'il écrit dans *Initiative Nationale*, le journal du PFN et qu'il paraît à la tribune du PFN lors du forum de mars.

— Jean-François Chauvel, journaliste à TF1 et membre du PFN.

— Claude Jaubert, de RTL ; il écrit aussi dans *Minute* et est membre comme Brigneau du PFN.

Le pouvoir et les fascistes se répartissent les tâches dans la défense d'Amaury.

UN JOURNALISTE DU PARISIEN !

● Henri Josseran travaille au Parisien Libéré. Au métier de jour-

naliste, il ajoute un certain nombre d'activités, à commencer par celle de trésorier national adjoint des CDR, les célèbres Comités de Défense de la République. Mais ce n'est pas tout.

Pendant les élections législatives de 1973 alors que l'UDR craint une victoire de l'Union de la Gauche, c'est ce même Josseran qui assure la liaison entre l'UDR et le Front National. A cette occasion l'interlocuteur de Josseran est un certain Alain Robert, secrétaire général d'Ordre Nouveau, aujourd'hui à la direction du PFN. Au programme de ces échanges fructueux l'embauche et la rétribution par les milieux gaullistes, de groupes très militants d'Ordre Nouveau. Ceux-ci assureront la campagne de quelques candidats UDR par exemple dans les 16^e, 19^e et 20^e arrondissements de Paris. Des CDR à Ordre Nouveau, pourquoi pas ? N'est-il pas vrai que ce Josseran est un ancien dirigeant du groupe néo-fasciste Jeune Nation, dissout en 1958.

Jeune Nation, CDR, Ordre Nouveau, Le Parisien Libéré : il est petit le monde de la « Majorité Silencieuse »...

UNE SEMAINE CHARGÉE

Rouen en état de siège, un quadrillage policier impressionnant, des tirs de grenades, des charges, des arrestations... on n'avait pas vu cela même au moment des journées les plus tendues de mai 68. Rouen a connu une semaine pour le moins agitée par la conjonction de trois événements qui a priori n'avaient aucun points communs : une grève ouvrière dans la métallurgie, un procès intenté par le MLAC au professeur Duval, une manifestation anti-franquiste de l'extrême gauche. Le lien entre tout cela : la répression et la terreur policières, véritable visage du pouvoir en place.

Bataille autour d'un caisson de 190 tonnes

Le lundi 9 juin alors qu'ils sont en grève avec occupation depuis six semaines (cf Rouge n° 304) les métallos de la CFEM sont chassés de l'usine par la police à la demande de la direction. A la CFEM il n'y a qu'un seul syndicat : la CGT, les militants du PC y sont nombreux. Jusqu'à ce lundi la grève avait des allures « responsables », comparables à celles de la grève Rateau. C'est-à-dire une grève sous une forme certes radicale, mais avec des aspects sectaires, une grève exclusivement CGT. L'intervention policière a changé tout cela et a permis que se développe la solidarité ouvrière sur toute la zone industrielle.

Un des atouts des grévistes, leur trésor de guerre en quelque sorte est un caisson métallique de 190 tonnes destiné aux forages pétroliers en mer du nord de la Mobil Oil. Au début de la grève les travailleurs ont sondé les portes du hangar où est entreposé le caisson. Au lendemain de l'intervention des flics le mardi le premier

souci de la direction est de faire assurer la livraison du caisson.

Cette manœuvre patronale devait permettre à la solidarité ouvrière de s'affirmer avec le maximum d'ampleur. Solidarité des dockers d'abord, qui pour empêcher l'embarquement de la pièce la bloquent sur le quai au moyen de deux grues. La solidarité des boîtes du coin - Chantiers de Normandie, Carnaud... - qui envoient des délégations à la CFEM pour prêter main-forte aux grévistes, qui, participant l'après-midi même à une manifestation organisée par la CGT et la CFDT. Pour montrer à quel point les réflexes de solidarité et d'auto-défense jouent à partir de ce moment ; des travailleurs des Chantiers de Normandie, entreprise située à quelques centaines de mètres de la CFEM minuent le temps nécessaire pour faire le trajet entre les deux usines pour être prêts à toute éventualité. Et cela leur semble quasiment normal, « nous le faisons bien pour les exercices de sécurité » disent-ils.

La direction ne renonce pas pour autant. Dans la nuit de mardi à mercredi elle fait venir un ponton-bigue pour assurer l'enlèvement du caisson, toujours bloqué par les deux grues. En cas de pareille tentative les dockers avaient menacé de se mettre en grève, c'est ce qui arrive le mercredi matin. Les travailleurs exigent et obtiennent que le caisson soit remis à quai. Et pour éviter qu'une telle manœuvre puisse se reproduire ils font dérailler les grues pour bloquer définitivement le caisson, scient trois câbles sur les quatre qui amarrent le ponton-bigue et adressent cet avertissement solennel : « si vous tentez quoi que ce soit nous scions le dernier câble », ce qui signifie que le ponton part à la dérive. Autant dire que le caisson

restera sur le quai, que la direction renoncera à le faire enlever.

Trois manifestations le même jour

Mercredi, après-midi trois manifestations sont prévues. Une manifestation syndicale (CGT, CFDT, FEN) de protestation contre la répression et de soutien aux grévistes de la CFEM, une manifestation de l'extrême gauche de soutien au pays basque en lutte, une du MLAC à l'occasion du procès qu'il intente au professeur Duval qui se refuse à appliquer la loi sur l'avortement (cf rubrique femmes).

La manifestation syndicale réunit plusieurs milliers de personnes très combattives. Les mots d'ordre l'attestent : « les flics hors des usines », « Giscard-Chirac ça rime avec matraque ». Les forces de l'ordre sont présentes mais l'affrontement est évité. Il n'en est pas de même autour du Palais de Justice, où situation paradoxale ce sont ceux qui demandent l'application de la loi qui vont faire les frais de la brutalité policière. Les flics ne ménageront pas leur peine. Grenades lacrimogènes, charges violentes, arrestations, les incidents se poursuivront tard dans la nuit. Rouen quadrillé, les envoyés de Poniatowski paradant, râtonnant... voilà à quel triste spectacle la population pourra assister. Les militants anti-franquistes en feront la douloureuse expérience, leur manifestation sera brutalement chargée au moment de la dispersion.

Les postiers de la Recette Principale aussi. Excitées, ne se maîtrisant plus les forces de l'ordre pénètrent

dans la poste, matraquent les postiers, deux devront être hospitalisés. La réaction des postiers et de leurs organisations syndicales est immédiate. La grève est votée sur le champ, une manifestation de postiers de la ville est organisée pour le lendemain matin. La journée de terreur policière aura comme conséquence l'arrestation et l'emprisonnement de six personnes.

La riposte

La riposte s'organise. Elle prend la forme dès le jeudi d'une campagne d'explication en direction de la population et de l'organisation d'une manifestation le vendredi à l'initiative des organisations d'extrême-gauche, du SGEN-CFDT et de l'Ecole Emancipée. On ne peut que regretter que cette initiative n'ait été prise en charge de manière plus large, plus unitaire. La participation massive de militants et de responsables syndicaux à la manifestation de vendredi prouve que cela était possible. Les événements des derniers jours, la sensibilisation des travailleurs et des jeunes aux problèmes touchant la répression et l'auto-défense le justifiait pleinement.

L'élan de solidarité qui s'est affirmé autour de la CFEM a permis sur la base d'un rapport de force favorable aux travailleurs l'ouverture des négociations. Ils ont obtenu satisfaction sur leurs revendications. Dans un premier temps le 13ème mois, dans un deuxième une indemnisation de 1200 F en paiement des jours de grève, et une augmentation de 200 F pour tous. Le travail a repris lundi matin, les travailleurs sont entrés dans l'usine fanfare et drapeau rouge en tête sous les applaudissements de leurs camarades des autres entreprises.

La mobilisation autour des six emprisonnés, pour leur défense se poursuit. Le jour du procès en sera le temps fort. Une campagne d'explication sur la ville est prévue ce jour là à l'initiative d'organisations d'extrême gauche (LCR, Révo!, PSU...), des groupes femmes, du MLAC, du syndicat de la médecine générale, du syndicat de la magistrature, des syndicats CFDT chimie, santé, PTT, SGEN... Signe encourageant, laissant augurer favorablement de l'avenir : les 6 détenus ont été mis en liberté provisoire lundi dernier.



D.R.



Nous sommes jeudi, le lendemain de la journée « chaude ». Près de la poste un policier en civil interpelle un jeune postier. Ses camarades alertés accourent et entourent le policier. Au même moment une voiture de police passe, les occupants demandent à l'interpelleur de les rejoindre, mais les postiers ne l'entendent pas de cette oreille. Alors le triste sire argue de sa bonne fois de policier, et comme preuve de sa situation sociale exhibe son revolver. Raison de plus, répliquent les postiers, pour que tu viennes avec nous pour que l'on puisse vérifier ton identité. Ce qui fut fait.



UNE NOUVELLE GAMME DE REPRESSION

ne nous y trompons pas, ce qui se passe à Chausson et au Parisien marque une nouvelle étape dans la tactique répressive du pouvoir.



La bourgeoisie surtout dans les périodes où son pouvoir n'est pas directement remis en cause cherche à biaiser D'où un équilibre entre une politique d'intégration du prolétariat et la volonté cautionnée par les errements réformistes de faire apparaître son appareil d'Etat comme une structure neutre arbitrale entre les différentes classes en présence. C'est une des garanties de la force de l'appareil d'Etat (armée, police, magistrature) que d'éviter au maximum que les travailleurs prennent conscience de son rôle de sauvegarde de la domination capitaliste.

D'où le recours avant les affrontements stratégiques à des formes plus différenciées de répression anti-ouvrière comme l'utilisation des bandes armées « les coquins des copains ».

L'utilisation de ces bandes intervient en France dans un cadre particulier qui est celui de l'Etat fort légué par le gaullisme qui a pu s'instaurer en 1958 devant les compromis (Mollet) et les reculades (PCF) des organisations ouvrières françaises. Mai 68 et la grande trouille de la bourgeoisie française ont précipité le ralliement de toutes des familles activistes un instant divisées autour de l'affaire algérienne. Mais passé le cap de la grève générale, il s'est avéré que tout ce petit monde grouillant des SAC et autres CDR était un peu compromettant.

L'arrivée au pouvoir du bonaparte De Gaulle, la constitution de l'Etat fort ont court-circuité tous les partis qui ont pullulé dans le parlementarisme décadent de la 4^e République. Et dans cette brèche se sont engouffrées des cohortes d'aventuriers issus de la résistance et du RPF. Et avec les aventuriers les truands vinrent au hasard des services rendus dans la lutte anti-OAS ou dans certaines affaires comme l'enlèvement de Ben Barka.

Dès 1969, les principaux responsables gaullistes entreprirent de commencer à épurer les SAC de cette pègre de trafiquants de drogues et de proxénètes qui passé le coup de feu de la grève générale, devenait dangereuse. Elle compromettait par les scandales où elle se trouvait mêlée cette image de neutralité de l'appareil d'Etat. Cette politique d'épuration des supplétifs s'est poursuivie sous Pompidou et maintenant sous Giscard.

Elle vise à mieux contrôler en rognant leur autonomie politique ces forces supplétives. Les secteurs qui n'acceptèrent pas de voir leur autonomie réduite furent purement et simplement brisés (GAJ par exemple) ou envoyés devant les tribunaux (truands). Mais cela n'a pas suffi. La période a cnangé. Marcellin s'appuyait sur les nazillons d'Ordre nouveau et sur ses flics parce que l'essentiel des tâches de répression était de contenir le mouvement étudiant et de garder le contrôle de la rue.

Aujourd'hui, les progrès dans la combativité ouvrière et dans l'auto-organisation des luttes, comme la crise qui affecte les institutions (armée, justice et même police, cf. interview CFDT-police dans ce dossier,) impliquent de redéfinir une gamme de répression adaptée non à la rue et aux facs mais aux entreprises. Et Ponia dispose désormais d'une plus grande variété de touches à son piano répressif. Le Pen sert directement à lutter non plus tant contre le mouvement de la jeunesse scolarisée, mais contre la crise qui touche les institutions.

L'exemple de la campagne Dupuy de Méry est signifiante à cet égard. La CFT de Blanc ne perdra plus son temps dans une bataille pour sa représentativité mais sera un simple réservoir de forces supplétives en milieu ouvrier.

L'exemple du « Parisien libéré » et de la division des tâches entre le PFN, les SAC-CDR (campagnes de soutien), les syndicats jaunes (confection et transport du journal), les sociétés intérimaires et de surveillance (sécurité du transport) et les flics enfin; est remarquable en ce sens.

La liste des interventions policières contre des travailleurs occupant des usines, le recours à des sociétés de police privée et d'intérimaires pour briser les grèves (cf. Chausson) montrent le chemin que veut emprunter ce pouvoir.



« Rouge » est un journal qui vit de l'information. Et l'information est décisive pour dénoncer les manoeuvres de ces bandes armées du capital qui ont un goût immodéré pour le secret. Nous, nous ne sommes pas très discrets. A preuve ces quelques « indiscrétions » du dossier. Alors lecteur, si tu sais quelque chose d'intéressant, écris-nous !



ILS JOUENT AVEC LE FEU!

Poniatowski manque de tenue et de sang froid. A propos de l'attentat contre Bergeron et Cabanes, il lui semblait que la provocation était « d'origine gauchiste »... Le ministre de l'intérieur était, quelques heures après l'attentat, beaucoup plus affirmatif que les policiers chargés de l'enquête qui, trois jours plus tard, ne connaissaient pas encore la nature des explosifs employés. Poniatowski se fondait, pour accuser les « gauchistes » sur son « analyse politique ». Et toute la presse, radio comprise, de monter en épingle les propos du ministre. Mais dimanche, le Prince-cogne tentait une pénible rectification : non, il n'avait pas voulu accuser directement les gauchistes ni le syndicat du livre.

Cette provocation a malheureusement trop bien réussi et ressemble beaucoup à ses grandes sœurs italiennes réunies dans une stratégie de tension. Dans le cadre de la défense du Parisien-Libéré contre le Syndicat du livre, le pouvoir a rassemblé le ban et l'arrière ban de l'extrême-droite : milices privées, S.A.C. et C.D.R., nazillons et flics se retrouvent au coude à coude pour soutenir Amaury.

Et justement, dans ces milieux, on ne rechigne pas sur la provocation. Quelques jours avant; le local du Comité d'information et de soutien à l'Espagne sautait. Certains journaux présentaient cet attentat comme le fait du Groupe d'intervention nationaliste (1). Le 8 juin, c'est un entrepôt de matériel d'édition de groupes anti-franquistes qui sautait à son tour. Les auteurs : probablement les mêmes.

En janvier 1973, six barbouzes sont arrêtées à Bordeaux en possession de 45 kilos de cheddite. Parmi eux, le sieur Despradel, ancien garde du corps de Rives-Henry (la Garantie foncière). On retrouve le même personnage dans le scandale de l'E.T.E.C. en compagnie de Charly Lascorz et Gilbert le Cavalier : ces messieurs étaient lancés dans une entreprise de rackett, extorsion de fonds et fichage de gauchistes. Ils avaient fondé la Ligue des Templiers modernes, officine anticommuniste.

Face aux juges ils se dénoncent mutuellement. Engagés dans la campagne électorale, ils devaient recevoir 300 F par jour et, en prime, une carte de police. « On nous avait parlé d'explosifs. Si la Gauche gagnait les élections, nous aurions dû faire sauter plusieurs édifices publics. »

Le 11 juillet 1974, une Ami-6 (4678 QB 25) se désintègre près de Montbéliard, dans le fief de Peugeot. Elle contenait une grosse quantité d'explosifs. Son propriétaire : Bernard Rossillon, mercenaire au service de Peugeot, qui participa à l'expulsion des grévistes de Saint-Etienne. Dans le garage de ce monsieur, on devait découvrir un autre stock d'explosifs et, pêle-mêle, des affiches de la campagne électorale, des affiches du S.A.C. et d'autres encore du Comité de soutien à Giscard.

Reste alors une question. Pourquoi Poniatowski cherche-t-il du côté des gauchistes les auteurs des attentats provocateurs contre Bergeron et Cabanes ?

(1) G.I.N. créé à partir des membres du service d'ordre de l'ex-Ordre nouveau.

LES CHIENS DE PONIATOWSKI (histoire d'un mensonge)

Il y a des choses qui passent mal dans l'opinion. L'utilisation de chiens contre des grévistes est de celles-là.

Poniatowski, ministre de l'intérieur, l'a senti : dans un communiqué solennel, il dément formellement l'utilisation des chiens par la police pour disperser des manifestations ou faire évacuer des usines. « Ces accusations ridicules illustrent une fois de plus la mauvaise foi de leurs auteurs ».

Ce démenti appelle deux remarques : 1) il repose sur un distinguo subtil dans la plus pure tradition des jésuites : Ce n'est pas l'usage de chiens qui est démenti, mais l'usage de chiens policiers par la police. A Chartres, à St-Ouen, des vigiles musclés se baladaient avec des chiens en laisse, sous l'œil bienveillant de la police dont la présence était massive. Poniatowski n'y a rien trouvé à redire. A Chaussou, un commando de nervis a réoccupé l'usine avec des chiens. La police ne s'y est pas opposée, loin de là...

2) de toute façon, même sous sa forme contournée, ce démenti péremptoire est un mensonge pur et simple. L'exemple de Bretoncelles est là pour le prouver : le mercredi 5 mars les travailleurs d'ex-Piron réoccupaient leur entreprise. Vers 11 heures du matin 9 estafettes de police arrivaient sur place, près d'une soixantaine de flics. Après un simulacre de discussion, ils sont entrés en force dans l'usine ; rouge n° 290 publia le témoignage de deux ouvriers de Bretoncelles :

« Vers une heure, les flics se sont brusquement emparés de grands madriers et ils ont défoncé les portes avec les scellés (...) Ça a été une véritable chasse à l'homme. Les flics sont entrés dans l'usine avec des chiens policiers. Au bout d'une demi-heure de course, ils ont récupéré tous les travailleurs. On voyait qu'ils y avaient été fort : certains avaient les mains pleines de boue, d'autres les vêtements déchirés ». Personne na jusqu'ici démenti ce témoignage.



YOUHOU... RINTINTIN!!

interview de policiers C.F.D.T.

« devant une occupation c'est pas l'enthousiasme »

• Certaines rumeurs ont parlé d'une possible intervention de la police dans l'imprimerie du Parisien au cours du week-end dernier. Finalement rien ne s'est produit. Savez-vous pourquoi ?

Sans doute a-t-on jugé que la situation n'était pas encore tout à fait mûre pour passer à l'assaut. Ce qui est en tout cas certain, c'est que 5 compagnies de CRS sont montées sur Paris, destinées au « Parisien ». Elles ont été cantonnées à Vincennes et à Beaulieu.

• Quelle est la réaction des CRS quand on leur demande un tel boulot ?

Les gars sont pas très chaud. A Béthune, quand on leur a demandé de dégager leur camionnettes qui transportaient les journaux imprimés en Belgique, ils ont refusé. On a dû envoyer les gendarmes mobiles à la place. Une grande partie des policiers commence à être plutôt sensibilisée par l'emploi systématique des forces de l'ordre contre les travailleurs qui occupent leurs usines ou qui mènent un mouvement de grève. Il y a d'abord la peur d'être blessé, ensuite une vague sentiment de solidarité avec des

travailleurs qui défendent leur bifteck, et à qui la police en tenue s'assimile assez facilement. La grève des PTT par exemple, ça a été une grève très populaire dans la police. Les flics qui sont des fonctionnaires sans droit de grève se disaient : « Les postiers se battent pour nous ». Et c'est vrai que tout mouvement de fonctionnaires qui réussit, profite aux policiers. Alors devant une occupation d'usine, c'est pas l'enthousiasme pour faire évacuer. Ça débouche parfois sur une évidente mauvaise volonté ; mais le corps étant ce qu'il est, les réactions restent au niveau du soulagement quand par bonheur on échappe à la corvée.

• De telles corvées risquent de se multiplier par les temps qui courent...

Oui. Nous à la CFDT-Police on essaye de faire comprendre aux flics de base que de telles opérations sont pas notre boulot. On a toujours dénoncé la mise au service du patronat de la Police nationale, y compris dans notre dernier communiqué sur l'affaire du Parisien. De même qu'on dénonce l'emploi de milices privées contre les travailleurs, ainsi que toute tentative de collaboration entre la police et les mercenaires du patronat.

LE VIGILE, LE S.A.C. ET LE DETECTIVE

Le responsable du commando qui a occupé l'usine Chausson d'Asnières ne prend pas suffisamment soin de ses affaires et emporte beaucoup trop de papiers dans son sac.

Il va sans dire que pour le cas où les auteurs de l'envoi postal ne l'auraient pas fait, nous avons envoyé photocopies des documents aux syndicats CGT et CFDT et aux syndicats de police de même qu'aux travailleurs de Chausson. Il se nomme Wullyamoz Roland André, né le 10 mai 1931 à Strasbourg. Il est inspecteur de sécurité à l'Agence Centrale de Service, secteur 20. Son numéro matricule est 3827. Dans une lettre il est présenté comme inspecteur des « Services Spéciaux », ce qui le fait sans doute employer comme garde du corps d'une « personnalité » en 1972. Auparavant il a été détective privé comme le prouvent les cartes professionnelles n° 219 (1968) et n° 104 (1969) établies par le Conseil National des Détectives et Enquêteurs Privés (CNDEP). Pour l'ACDS il travaille au Drug West de Vélizy. C'est dans le cadre de ce travail qu'il rédige un rapport contre un travailleur portugais ayant un « comportement suspect » dans le rayon livre disques. Il aime bien parader en

uniforme si l'on en juge par les photos de lui, en grande tenue A.C.D.S., qu'il a dans son portefeuille, photos prises lors de l'inauguration du central téléphonique des Tuileries par Messmer et Germain (alors premier ministre et ministre des PTT), dont il était probablement garde du corps ce jour.



Parmi les papiers qu'il promène avec lui, on trouve également des lettres d'« avertissement », avec menace de licenciement, qu'il peut signer comme inspecteur. Il y a aussi un petit papier comportant un nom suivi de la mention « à ne pas embaucher ».

C'est aussi, sans doute, pour les besoins de son travail qu'il possède des listes d'entreprises (dont Citroën et Simca) avec nom et téléphone de la personne à contacter, et, également, des cartes de plusieurs officines de « gardiennage » et « surveillance » utilisées par les entreprises dans leur chasse aux syndicats. Toutes ces officines recrutent surtout des anciens militaires ou policiers et abritent un grand nombre de gros bras des SAC, CDR et autre organisation

du même style. Notre homme ne manque pas à la tradition : son portefeuille contient une carte 1972 de « membre d'honneur » (n° 050320) de l'« Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale » et une carte de membre du SAC, auquel il est immatriculé sous le n° 75/19 107.

Enfin pour terminer la liste des trésors trouvés dans ce sac, signalons que Wullyamoz était, début août 1973, à Alicante (où il voyageait en citroën GS immatriculée 6565 XV 75). Des vacances sans doute. Mais rappelons que c'est à Alicante que sont installés de très nombreux pieds noirs ex-OAS et que c'est d'Alicante que sont venus les plastiqueurs qui sévissent actuellement au pays basque.

d'usine, pour faire évacuer...»

• Que savez-vous de ces milices privées ?

Ces sociétés de gardiennage, comme on dit, elles existent depuis longtemps. Mais la crise sociale actuelle est pour elles une véritable aubaine. Avant on faisait appel à elles pour garder certaines installations

déliçates. Maintenant c'est surtout contre les grévistes. Les moyens ont crû avec l'importance des tâches : telle société qui n'avait qu'un seul chien il y a quelques temps possède maintenant un chenil de 50 unités, tous des bergers allemands achetés en Allemagne même. L'armement des

miliciens est lui aussi très important : que du gros calibre, du 11,43 mm, alors que la police est équipée de 7,65 mm. Les autorisations d'armer des employés sont pour ces sociétés très faciles à obtenir. Ce n'est qu'une formalité.

• Entre Marcellin et Ponia, n'y a-t-il qu'un changement de ministre ?

Il y a eu un changement de style, mais certainement pas un grand changement de politique. Par exemple les cars ne sont plus massés au Quartier Latin, mais ils demeurent à quelques dizaines de mètres de là, à la Préfecture, toujours prêts à intervenir.

Ponia est plus intelligent que Marcellin, mais il travaille dans le même esprit : foutre la trouille aux gens en agitant l'épouvantail communiste. La façon dont il a réagi après l'attentat contre le journaliste de l'AFP est typique. Déclarer que c'était un attentat gauchiste, alors que spontanément on pensait plutôt à un attentat de l'extrême-droite, c'est bien toujours les mêmes méthodes.

Et puis la police continue toujours d'être utilisée contre les travailleurs. Depuis 71, il n'y avait pas eu de grosses bagarres sociales, alors ça pouvait peut-être s'oublier. Mais maintenant... On en a vite fait le tour du libéralisme de Ponia.

Délégation de la CFDT Police au ministère de l'intérieur



tract des policiers C.F.D.T. interdit à l'affichage dans les commissariats !

L'aggravation du climat social autorise la Fédération C.F.D.T. de la Police Nationale :

— à dénoncer l'intervention de groupes armés et de milices patronales utilisant des barres de fer et des chiens dressés, pour tenter de briser la volonté des travailleurs de défendre leur outils de travail et de lutter contre l'exploitation patronale.

— à mettre en garde les responsables de la police contre une exploitation conjointe de la police et de ces groupes ou milices. Une telle attitude ne pouvant être considérée que comme une montée du fascisme dans le pays et dans la police elle-même.

— à demander aux policiers de tout rang d'exercer la plus grande vigilance face à d'éventuels ordres de collaboration entre la police et les mercenaires du patronat.

contre les bandes armées du capital : **AUTO DEFENSE OUVRIERE !**



A la différence d'autres pays d'Europe, les expériences du mouvement ouvrier français en matière d'autodéfense sont restées très limitées depuis mai 68. En Espagne, luttant sous la répression féroce du franquisme, la classe ouvrière a acquis de solides traditions : groupes de protection des diffuseurs de tracts et des manifestations ; piquets d'extension des grèves et détachements ouvriers de combat, comme lors de la grève de la S.E.A.T. en 1971. En Angleterre, des luttes importantes comme la grande grève des mineurs ont montré la redoutable efficacité de piquets de grève mobiles. En France, malgré l'importance de la radicalisation ouvrière de ces dernières années, il n'y a pratiquement pas de tradition dans ce domaine.

une carence réelle

Cette carence se retrouve même dans les luttes les plus avancées : la grève de Lip par exemple, ou celle plus ancienne du Joint Français de St-Brieuc, en 1972 en sont un véritable symbole.

Du Joint Français, grève victorieuse de huit semaines, on garde aujourd'hui en mémoire une image qui fit le tour du monde : celle d'un ouvrier, pleurant de rage, qui agrippait au collet un copain d'école devenu C.R.S. pour l'injurier. Explosions de colère, bagarres entre flics occupant l'usine et piquet de grève à coups de pierres et de grenades lacrymogènes. Il s'agissait là plus d'une violence de masse spontanée que d'affrontements préparés. Quant à la reconquête de l'usine, elle ne fut pas envisagée par les dirigeants de la lutte, qui préférèrent diriger la plus grosse manifestation régionale non sur le Joint Français mais vers la mairie.

La grève de Lip fut pour tous les travailleurs une extraordinaire leçon d'audace, de ténacité et d'intelligence. Mais l'autodéfense fut manifestement un de ses points faibles. Certes l'intervention de la police, un 15 août, ne prit pas les Lip totalement au dépourvu : ils avaient mis en lieu sûr quelques pièces essentielles de leurs machines, ce qui les rendait inutilisables. Sur la ville, des usines comme la Rhodiaceta avaient fait savoir qu'elles débraieraient immédiatement en cas d'intervention policière. Tout cela fait partie des acquis de Lip. Mais ils s'accompagnent de carences importantes : non seulement l'attaque des flics ne rencontra pas de résistance ; mais la manifestation de riposte, qui rassembla 5.000 personnes en une matinée, ne chercha pas à reprendre l'usine : ses organisateurs décidèrent de lui faire rebrousser chemin vers la préfecture, malgré l'énorme combativité des participants. Cette déficience apparaît bien dans l'ambiguïté du mot d'ordre : « l'usine est là où sont les travailleurs. » Elle aboutit à une situation aussi paradoxale que dramatique : plusieurs soirs de suite, « en marge de la grève », des milliers de personnes (travailleurs pour la plupart) se sont heurtés à la police près de l'usine de Besançon. Mais cette violence massive et spectaculaire, qui prenait des allures d'émeute, se déroula sans lien direct avec la lutte revendicative elle-même.

Un autre signe de ce retard du mouvement ouvrier français : les occupations d'usines se sont multipliées depuis 68. Mais, dans la quasi-totalité des cas, quand la police est venue « faire respecter la loi », elle n'a

pas trouvé de résistance. Plusieurs centaines d'usines ont été ainsi occupées puis évacuées sans riposte ouvrière.

les responsabilités des réformistes

Dans cette attitude, les traditions pacifistes et légalistes inculquées par les directions du mouvement ouvrier ont pesé lourd. Qui ne se souvient de ces multiples hommages rendus par la Vie ouvrière, Syndicalisme ou l'Humanité aux grévistes qui quittaient leur usine sans résister, « dans le calme et la dignité », « en déjouant toute provocation ». Témoin la grève d'Hurel-Dubois à Meudon, en février 74 : 17 cars de C.R.S. qui prennent l'usine d'assaut en saccageant les clôtures, et l'Humanité qui vante le sang froid des grévistes ; un sang froid qui « en imposa même aux chefs des C.R.S., lesquels durent consentir une demi-heure de délai pour que chaque ouvrier puisse ranger ses affaires »...

De tels exemples sont légion. On parle aujourd'hui de l'intervention de la police contre les travailleurs du Livre. Mais peu de gens se rappellent que la même menace avait déjà plané en novembre 73 contre les grévistes de Larousse. A cette époque, à l'imprimerie Lang, les travailleurs de l'atelier de composition avaient, sur l'initiative d'un militant révolutionnaire rédigé une motion qui disait notamment : « La F.F.T.L. doit annoncer clairement et dès aujourd'hui son intention de lancer un ordre de grève générale des travailleurs presse, labueur, édition unis, et de manifestation de tous les travailleurs devant l'usine en cas d'intervention des forces de police... » La motion fut très mal accueillie par les bureaucrates. Il y eut des pressions et finalement, elle « disparut » dans le tiroir du délégué d'atelier...

quelque chose qui commence à changer

Aujourd'hui le débat sur l'autodéfense revient brusquement à l'ordre du jour. Avec l'approfondissement de la crise économique, on assiste au durcissement des luttes de classes : la bourgeoisie veut faire payer sa propre banqueroute à la classe ouvrière. C'est pourquoi la politique du gouvernement et du patronat à l'égard des luttes ouvrières, se fait plus dure, plus intransigente : refus de céder sur l'essentiel, licenciement de délégués, recours systématique aux flics et aux nervis de tous ordres. Cette politique patronale a deux conséquences dans la classe ouvrière : d'abord un ras-le-bol massif et grandissant contre la multiplication des interventions policières. Ensuite, dans les luttes récentes l'amorce d'un changement dans les réactions aux agressions des flics et des fascistes.

A Chausson-Asnières, si l'usine a été évacuée sans véritable résistance, les grévistes ont défini une position très ferme vis-à-vis de la direction : pas question de participer à une quelconque négociation tant que des flics ou des nervis occupent l'usine. Et ils ont fait de leur départ un préalable.

Au Parisien, les travailleurs du Livre ont prévenu

solennellement le gouvernement : si les flics interviennent, les grévistes barricadés dans leur usine ne se laisseront pas déloger sans mal. De son côté, la F.F.T.L. C.G.T. a appelé tous les travailleurs du Livre en cas d'intervention policière à débrayer et à se rendre immédiatement sur place. C'est cette double menace qui a contraint le gouvernement à changer de tactique en évitant pour l'instant d'envoyer ses flics.

Enfin, les luttes de la C.F.E.M. à Rouen et de Chausson à Reims montrent que l'autodéfense ne se pose pas dans le cadre d'une seule entreprise, et que la solidarité de classe peut revêtir d'autres formes que celle du simple soutien moral ou financier. A Reims, un piquet de grève commun a été mis en place sur deux usines proches : P.U.M. et Chausson. (Deux ans auparavant, ces mêmes travailleurs de Chausson avaient envoyé cinquante gars décidés renforcer le piquet de grève de Citroën.)

A Rouen, les grévistes bloquaient un caisson de 190 tonnes que la direction s'était engagée à livrer. En pleine nuit, elle essaya de le faire charger sur un ponton-bigue. Les dockers se mirent immédiatement en grève et le caisson fut remis à quai, bloqué par des grues déraillées. Les travailleurs scièrent trois des quatre câbles qui le retenaient et lancèrent un avertissement : « si vous tentez quoi que ce soit, nous scions le dernier câble... »

Ces expériences, c'est aux militants révolutionnaires de les faire connaître et de les discuter. Pour la première fois peut-être depuis 68, la position des grévistes du Parisien et de la F.F.T.L. a relancé publiquement, aux yeux de millions de travailleurs le débat sur l'autodéfense ouvrière. A nous de savoir le mener.

F.L.

DEPUIS UN MOIS...

Chantiers de construction du métro à Marseille : le mardi 27 mai, intervention policière contre les travailleurs du chantier en grève depuis dix-huit jours.

Chausson (Meudon) : le 28, dans la nuit, la police envahit un dépôt pour permettre à la direction de récupérer les stocks.

Cables de Lyon (Cligny) : Début juin, le tribunal ordonne l'évacuation de l'usine.

Gare-Montparnasse : les travailleurs des wagons-lits (en grève depuis 15 jours) sont expulsés par la police.

U.A.P. (Paris) : la direction demande l'évacuation des archivistes de la tour ASSUR à la Défense, qui en étaient à leur huitième semaine de grève.

Chausson (Reims) : le tribunal des référés ordonne l'évacuation de l'usine.

Chausson (Asnières) : à 4 heures du matin, le 5 juin, une compagnie de C.R.S. expulse les grévistes qui occupaient leur usine depuis 23 jours.

Tri P.T.T. (Rouen) : le 11, la police poursuit et agresse des postiers dans les locaux de la poste. Deux d'entre eux doivent être hospitalisés.

Biscuiterie St-Sauveur (Lorient) : la police intervient dans la nuit du 10 au 11 juin pour évacuer les grévistes qui séquestraient le directeur et deux chefs de service.

Bernard Moteurs (Rueil) : le 13, la direction assigne les militants C.G.T. de l'usine au tribunal des référés pour obtenir l'évacuation des chaînes. Intervention des flics aux garages de La Roche sur Yon...

C.F.D.T. : SUR L'AIR DU 35^{ème} CONGRES

**Assises pour le Socialisme, Accord du 26 juin...
Maire s'était trop découvert sur sa gauche
Il réajuste le tir, sans rien changer sur le fond.**

Edmond Maire, avec l'opération des Assises, a fait un faux pas. Il n'y a que la direction de la fédération de la métallurgie, engagée jusqu'à la tête dans l'affaire, pour ne pas le reconnaître. Toutes les autres structures syndicales, de l'Union régionale des Pays de Loire jusqu'à Hacuitex en passant par la Fédé Chimie et l'Union régionale parisienne, reprochent, qui sur le fond, qui sur la forme, à la majorité du Bureau national d'avoir entraîné la C.F.D.T. dans cette galère.

une autocritique sur la forme...

Maire est contraint de constater que l'opération « Troisième composante » a été un échec et écrit lui-même : « C'est vrai que la restructuration des forces socialistes autogestionnaires a laissé du monde en chemin ». Aussi, plutôt que de tenir tête aux critiques, mieux vaut jouer l'enfant pris en faute, « qui croyait bien faire, mais a fait un peu vite ». Et il dénonce lui-même dans son livre, *C.F.D.T. aujourd'hui*, la « tentation permanente des dirigeants d'invoquer l'efficacité, donc la rapidité nécessaire de la décision, pour faire l'impossible sur la démocratie. Ainsi, lorsque le Bureau national confédéral, en juin 1974, porta un jugement favorable à l'appel de François Mitterrand pour la « restructuration de la gauche socialiste », il était en droit d'estimer qu'il était dans la droite ligne des décisions des précédents congrès confédéraux. Mais il eut certainement mieux valu qu'il eût le temps ou qu'il prit le temps d'en persuader l'ensemble de l'organisation. »

...et un nouveau langage pour cacher le fond

Mais la majorité du Bureau national ne s'était pas contentée d'appeler les adhérents à adhérer au P.S., elle avait atelé ouvertement la C.F.D.T. au char du P.S., en reléguant l'autogestion au rang des références idéologiques et des thèmes de colloques et en subordonnant sans nuance la C.F.D.T. à la stratégie électorale du P.S. Ainsi Edmond Maire se prononçait au moment des élections présidentielles pour le SMIC à 1200 F et non à 1500 F, pour la relativisation des nationalisations, pour la réduction du contrôle ouvrier à la conquête de nouveaux droits syndicaux, s'alignant ainsi sur le programme de François Mitterrand. Après les élections, il faisait savoir qu'il n'était pas partisan d'un « troisième tour social » et signait avec la direction confédérale C.G.T. l'accord du 26 juin contre « l'autogestion des luttes ».

Mais du même coup, la majorité du Bureau national s'était passablement découverte sur sa gauche, laissant la place

béante pour une opposition de gauche amenée par la fédération Hacuitex et se réclamant de l'orientation lutte de classe impulsée par le 35^{ème} congrès confédéral de 1970. Parallèlement se développait une opposition structurée constituée à partir de nouveaux adhérents au C.E.R.E.S.

En l'absence d'échéance électorale, et faute d'une dynamique unitaire, continuer sur cette lancée était très dangereux pour la majorité du Bureau national. Aussi Edmond Maire vira-t-il sur l'aile et, après avoir publié pour préparer le Conseil national d'avril 75 un document consacrant la ligne confédérale du 36^{ème} Congrès aux Assises pour le Socialisme, il introduisit ce conseil par un nouveau rapport ne faisant référence qu'au 35^{ème} Congrès et reconnaissant « les maladresses, les ambiguïtés, l'information insuffisante » qui ont accompagné l'opération des Assises.

la chauve-souris

Je suis social-démocrate, voyez mes pattes ! je suis syndicaliste révolutionnaire, voyez mes ailes !

Edmond Maire et Jacques Julliard, dans leur livre *C.F.D.T. aujourd'hui*, reconnaissent avec une belle lucidité que la C.F.D.T. est un « confluent de traditions » greffant sur un humanisme social-chrétien, une théorie social-démocrate et une pratique syndicaliste révolutionnaire. Mais le point commun du social-démocrate et du syndicaliste révolutionnaire, c'est qu'il escamote ou ne comprend pas le problème de l'Etat. « La division tranchée entre la « voie révolutionnaire » et la « voie électorale » apparaît maintenant largement dépassée à la plupart des militants. » Ainsi pendant la période électorale, Maire peut s'aligner sur la social-démocratie réformiste, puis, entre les périodes électorales, se faire le défenseur des « luttes sociales, seul moteur de l'histoire ».

De même, c'est avec une certaine surprise que ceux qui ont entendu J. Julliard déclarer lors du 36^{ème} Congrès confédéral que « les conseils ouvriers mènent soit au stalinisme soit au fascisme » pourront lire dans *C.F.D.T. aujourd'hui* sous la plume du même Julliard : « Spontanément la classe ouvrière est favorable à son auto-organisation collective. La forme des conseils ouvriers, forme révolutionnaire transitoire qui s'observa en Russie (1917), en Allemagne (1918), en Italie (1919-1920), en Tchécoslovaquie (1968) serait là pour en témoigner... »

ne pas tomber dans le piège

La plus grave erreur pour le courant de gauche de la C.F.D.T. serait de se



laisser prendre par le mirage des mots et de voir un nouveau tournant là où il n'y a qu'une habile manœuvre. C'est en partant d'un programme d'action de lutte de classe partant des revendications unifiantes de la classe ouvrière pour poser le problème d'un débouché politique aux luttes, alternatif au seul horizon électorale offert par le P.S. et le P.C. que la « gauche » de la C.F.D.T. pourra démasquer derrière le nouveau langage confédéral la continuité en pratique de l'orientation réformiste. Mais encore une fois le débat sur la transition au socialisme risque de tourner court si le problème de l'Etat n'est pas pris à bras-le-corps : « transformation » ou « destruction » ? « progressive » ou « a ? l'occasion d'une crise révolutionnaire » ?... En tout cas l'Union régionale

de Basse Normandie a raison de ne pas vouloir escamoter les événements qui ont amené le débat actuel. Elle rappelle qu'elle a manifesté son désaccord lorsque certains responsables ont, de fait, engagé la C.F.D.T. dans l'opération « Assises pour le Socialisme ». La Basse Normandie n'est pas dupe et ne sera pas « complice d'une politique de fait accompli avalisée par des débats à posteriori ».

R.Y.

Dans les *Cahiers de la Taupé* n° 5, un article sur le livre d'Edmond Maire et J. Julliard : *la C.F.D.T. aujourd'hui*.

A paraître dans quelques jours : une brochure sur l'orientation de la C.F.D.T. : *Où va la C.F.D.T. ?*

LA MANIERE FORTE CHEZ LOCKHEED

Douze licenciements à la DBA-Lockheed Beauvais. Parmi les douze licenciés plusieurs responsables syndicaux CGT et CFDT. La direction n'a pas hésité à frapper fort. Sans doute se sent-elle portée et soutenue par la vague de répression anti-syndicale qui sévit actuellement. Les raisons invoquées : deux cadres et un huissier auraient été malmenés, « lynchés » va jusqu'à affirmer la direction, par cette « minorité bruyante ». La réalité et les faits sont tout autres.

Les travailleurs de Lockheed ont entamé une lutte depuis plusieurs semaines sur la garantie de l'emploi et les salaires, sous forme de débrayages limités par équipe et d'assemblées générales régulières. Devant la mobilisation croissante (70 à 80 % du personnel était engagé dans l'action), la direction a choisi la manière forte. En engageant des procédures de licenciement contre des responsables syndicaux et les militants les plus actifs, les buts visés sont parfaitement clairs :

— casser la lutte et la mobilisation

— casser les organisations syndicales combattives (CGT et CFDT)

La riposte aux menées patronales doit être large et unitaire, s'appuyer sur une popularisation sur l'ensemble des entreprises et sur la ville. La constitution d'un comité de soutien est un premier pas dans ce sens, le succès de la manifestation du 5 juin qui a réuni 1000 personnes prouve que cela est possible.



« ON A REMIS EN MARCHE POUR GROSSIR LA CAISSE »

*Dans la plus grande imprimerie de Caen
On occupe, on imprime, on diffuse...*

• Vous êtes en grève depuis 14 jours. Comment s'est fait la mobilisation dans la boîte ?

Avant de répondre aux questions, je voudrais préciser que je le fais à titre personnel, en tant que travailleur de chez Caron-Ozanne et que je ne suis mandaté ni par le comité de grève ni par l'assemblée générale.

La mobilisation s'est fait assez vite. On était en réduction d'horaires depuis 4 mois. Les travailleurs, qui subissaient des pertes de salaire de 300 à 400 Francs par mois, en avaient ras-le-bol. On avait eu vent de menaces de licenciements, et on avait convoqué une assemblée générale sur le temps de travail. Deux heures avant cette AG (!), la direction a fait une grosse erreur : elle nous a donné, non pas la liste nominale, mais par poste de travail des licenciés. On a donc appris là qu'il y avait 48 licenciements, c'est-à-dire un tiers du personnel, et on a vu aussi que tous les services étaient touchés...

• Quelle est l'implantation syndicale dans l'entreprise ?

Il n'y a qu'un seul syndicat : le syndicat du Livre CGT, qui est d'ailleurs hégémonique dans toutes les boîtes. Dans la nôtre il regroupe à peu près 80 % des ouvriers. C'est énorme. Au départ, avant la grève et pour la tenue de cette AG, c'étaient les délégués du personnel et les délégués du CE qui ont mobilisé. Depuis, à l'assemblée générale, on a voté la grève à bulletins secrets et à 70 % on s'est prononcé pour l'occupation immédiate. A cette AG, on a élu un comité de grève.

• A quoi sert dans ces conditions un comité de grève ?

Le comité de grève, c'est pour élargir la direction de la lutte aux gens qui ne sont ni délégués du personnel, ni délégués du comité d'entreprise, et qui pourtant peuvent assumer des responsabilités et ont envie de la faire. En « temps normal », il y a une équipe de délégués qui fait le travail syndical, qui se charge de toutes les tâches, etc. Pendant la grève c'est différent : il ne faut pas que ce soit la même équipe qui la dirige. C'est pour cela que le comité de grève est utile : d'abord il y a l'avantage qu'on est plus nombreux. D'autre part hommes et femmes y sont représentés. Enfin, tous les ateliers y sont représentés également. Il est donc beaucoup plus représentatif. Il y a bien sûr des délégués, presque tous. Mais il y a aussi des gens qui ne sont pas délégués.

• Peux-tu expliquer comment ça fonctionne concrètement ?

Le comité de grève se réunit tous les jours. En général deux fois par

jour : matin et soir. Il y a aussi une assemblée générale quotidienne, tous les jours à 9 heures du matin, où le comité de grève rend compte de ce qui s'est passé dans la journée et des décisions qu'il a prises. Ces décisions sont d'ailleurs toujours des décisions de détail, puisque les grandes décisions sont toujours prises en assemblée générale extraordinaire, si on n'a pas le temps d'attendre le lendemain matin.

• Vous avez mis aussi en place des commissions : commission de travail, commission juridique, commission popularisation, commission animation

Oui, il y a ces 4 commissions. Il faut y ajouter une **commission femmes** qui est en train de se former, une **commission production**, puisque nous avons remis en marche les machines. Les premiers jours, ces commissions n'avaient pas tellement d'activités. Maintenant qu'on s'installe dans la grève, elles fonctionnent bien.

En assemblée générale, il y a un rapporteur qui fait le bilan des activités de chacune, et qui soumet des propositions à l'assemblée générale.

• Tu as parlé d'une commission femmes. Comment s'est-elle créée ?

Le groupe femmes de la ville de Caen est venu rendre visite aux grévistes. Toutes les femmes se sont réunies dans une pièce avec le groupe femmes pendant un après-midi. Elles ont discuté. Pour l'instant il y a un film qui va passer sur la lutte des femmes à Cerisay... Ce que deviendra l'activité de cette commission femmes ensuite, je ne sais pas. Ce qui est sûr c'est que le groupe femmes a eu beaucoup de succès dans l'entreprise, et qu'il est très bien considéré par l'ensemble des grévistes. En assemblée générale il y a toujours une ou deux interventions concernant cette commission.

• Comment avez-vous posé le problème du soutien financier ?

C'est un aspect important pour nous. On est quand même 100 grévistes. Ça compte. Pour l'argent, on a eu 5.000 Francs de la section syndicale de l'entreprise, et puis on a décidé de remettre en marche la production pour grossir la caisse. Cette idée avait déjà été discutée et quasiment adoptée à l'unanimité dès l'assemblée générale qui avait décidé la grève. On a donc très vite remis en marche, sans difficulté : nous faisons une revue au moment où la grève a éclaté ; le client la voulait absolument. Il nous a directement contactés au comité de grève pour nous demander de lui terminer. Ce qu'on a fait. Ça



nous a rapporté 3.500 Francs. Depuis on a eu quelques commandes, notamment de la CGT (l'appel à la manifestation du 12) et de la CGT-CFDT-FEN pour l'appel à la manifestation du 17 juin. On a eu aussi 2 ou 3 petits travaux : la CGT Saviem a commandé une affiche, on a fait aussi une affiche pour des MJC et quelques lettres à en-tête. Mais on n'a pas trop insisté jusqu'à présent sur notre production dans la mesure où ça mobilise quand même pas mal de travailleurs, et, dans un premier temps il nous fallait absolument tout axer sur la popularisation de la lutte avant son aspect financier. C'est pourquoi nous avons sorti deux tracts et une affiche qu'on a bien sûr réalisés sur le matériel de l'entreprise. Enfin, avec ça on a donc une source d'argent à nous. On va imprimer aussi des bons de soutien.

Il y a aussi des collectes sur les marchés. On va également en organiser dans les usines par l'intermédiaire des sections syndicales.

• Justement, peux-tu expliquer quelles formes de soutien vous avez déjà reçu des autres usines de la région de Caen, dans un contexte où les luttes se développent chez Lepetit, et à Blaupunkt par exemple ?

Différentes sections CGT et CFDT nous ont envoyé des motions de soutien. Elles ont été lues en assemblée générale. Pour la motion de la CGT SMN, elle a été imprimée sur leur demande au verso d'un de nos tracts. Avec les travailleurs de Blaupunkt qui sont en lutte eux aussi, nous avons des rapports quotidiens : ils envoient des délégations à nos assemblées générales. Nous on va à leurs meetings.

• Vous avez déjà pensé à l'idée d'un journal des travailleurs en lutte qui pourrait sortir sur la ville de Caen ?

On en a déjà discuté au comité de grève et en assemblée générale. Il ne devrait pas y avoir de problèmes. On a déjà proposé aux autres travailleurs en lutte d'imprimer leurs tracts, leurs affiches, etc... (gratuitement bien sûr). Si on fait un journal pour populariser notre lutte, il n'y a pas de raison pour qu'on ne leur laisse pas des pages, afin qu'ils puissent s'exprimer et faire connaître leur lutte aussi. Mais ce n'est pas encore réalisé ; c'est toujours à l'état de projet.

• Quelle est votre position par rapport au soutien des partis politiques ?

Nous avons déjà eu le soutien des 3 partis de l'Union de la Gauche. D'autres groupes politiques se chargent d'un soutien plus matériel. A ce propos nous avons décidé en assemblée générale que nous acceptons bien sûr le soutien de tous les groupes politiques quels qu'ils soient. Avec une réserve : nous n'admettons pas que des partis politiques revendiquent cette lutte pour leur propre compte. C'est pourquoi on a interdit par exemple la présence des membres d'organisations politiques aux assemblées générales.

• Le patron risque d'accélérer les choses et de vous faire sortir de l'usine. En avez-vous discuté ?

En ce qui concerne une éventuelle intervention policière, on y pense bien sûr. On en a même débattu en AG. Proposition a été faite de résister dans la mesure du possible ; c'est-à-dire qu'on ne sortirait pas sans qu'il y ait au moins un affrontement, même rapide. D'autre part, si on a la chance

HE SSE»



d'être prévenus d'une intervention policière (comme cela devrait se faire légalement à l'avance) on mobilisera dans la mesure du possible les sections syndicales, afin qu'elles viennent à un meeting ou à une manifestation devant l'entreprise. On a aussi discuté de demander aux sections syndicales d'organiser des débrayages sur les autres usines, au cas où on serait viré par les flics.

• Depuis 14 jours, il n'y a eu aucune nouvelle de la direction. Où en sont les négociations ?

Nous avons deux revendications : l'annulation des 48 licenciements et le changement de la direction. Pourquoi cette revendication ? La situation financière de notre imprimerie est liée aux problèmes généraux du Livre, mais il y a en plus une très mauvaise gestion. C'est pourquoi les travailleurs ont décidé à l'unanimité de revendiquer le changement de la direction. Dans un premier temps on a accepté de participer aux réunions du comité d'entreprise, mais il s'est vite avéré que ces réunions étaient inutiles : on ne pouvait pas négocier le changement de la direction avec cette direction elle-même ! Donc, les ponts sont rompus avec le directeur général, et nous ne nous adressons plus qu'au conseil d'administration. Cela veut dire que les négociations vont bien sûr traîner en longueur. Mais les gens s'y attendent, et s'installent de plus en plus dans la grève. Nous avons aux assemblées générales une participation de quasiment 100 % de grévistes. Le travail en commission se renforce. Les gens sont prêts à attendre. On pense que pour la vie de la boîte les administrateurs ne pourront pas faire traîner la situation très longtemps. En tout cas les travailleurs sont déterminés à tenir.

POINTS CHAUDS



H.L.M.-REGION PARISIENNE

• Après 4 semaines d'une grève déterminée et massive, le personnel de l'Office d'HLM de la Région parisienne a repris le travail en ayant obtenu :

- une augmentation uniforme de 200 F
- le paiement des jours de grève.

Ils se battaient également pour assurer la garantie de l'emploi pour tous et contre les menaces de démantèlement et de privatisation de l'Office. Sur ces revendications essentielles ils ont été lâchés par les « forces démocratiques ». C'est le PS qui a proposé les OPAC qui institutionnalisent la privatisation des offices de HLM. Quant au PC il n'a pas hésité : entre assurer la défense des travailleurs de l'Office et accepter le démantèlement qui favorise sa politique électoraliste et gestionnaire, il a choisi la 2ème solution.

Aujourd'hui après la lutte, les travailleurs maintiennent des structures de mobilisation. Plus que jamais, la vigilance s'impose. Contre les menaces sur l'emploi la lutte continue.

Correspondant

LES LADS ONT FAIT COURIR... LES FLICS!

• Le dimanche 8, une manifestation des lads était prévue. Mais les entraîneurs avaient accepté de satisfaire les revendications présentées. Les courses avaient donc eu lieu. Mais le soir, ces messieurs décidaient de revenir que leur parole et ne rien céder.

Le dimanche 15, à Chantilly, il en fut tout autrement. Revendiquant les 40 heures hebdomadaires et un véritable statut de leur profession, les lads décidèrent qu'ils ne se laisseraient pas avoir une seconde fois. Ils empêchèrent que se déroule la course en

organisant une manifestation sur la pelouse. Immédiatement les flics ont voulu intervenir. Seulement, manque de chance, les lads ont trouvé des alliés parmi les petits turfistes, ceux qui chaque semaine viennent rêver fortune.

Un lad fut blessé par les flics ; il n'en fallut pas plus pour mettre le feu aux poudres. Les lads déterrèrent les piquets et firent face aux flics, les contraignant à reculer sur plus de 200 mètres ; ce joli repli devait les conduire à se réfugier... au pesage ! Spectacle inattendu pour les entraîneurs et les beaux messieurs des tribunes. Le tiercé a été remboursé. Le plus grand turfiste de France, l'Etat n'a rien gagné. Ne le plaignons pas ; et soutenons la lutte des lads, d'autant qu'elle va se poursuivre.

BERNARD-MOTEURS (Rueil-Malmaison)

• Bernard-Moteurs est filiale de Renault depuis deux ans. Si tout a le statut Renault sur la boîte (direction, circuits de distribution...), les salaires eux sont calculés sur la base de la convention collective de la métallurgie parisienne. Ce qui signifie pour la même qualification des salaires de 10 à 20 % inférieurs à ceux de la Régie.

La lutte s'est engagée à l'initiative des OS en majorité immigrés. L'attitude intransigeante de la direction, ses manoeuvres (lock-out déguisé en chômage technique, assignation de délégués syndicaux en justice...) ont fait monter la pression sur la boîte. La question de l'extension du mouvement à l'ensemble de l'entreprise se trouve de fait posée. La plate-forme revendicative mise en avant le permet. Pour 250 f d'augmentation uniforme, le statut Renault, la 5ème semaine de congés payés, la formation professionnelle pour tous, C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT FRAPPER !

Correspondant

GARAGES DE LA ROCHE/YON (suite et fin)

• Les mécanos de La Roche ont repris le travail lundi dernier après cinq semaines de grève. Cinq semaines pour obtenir 2 % au 1er juin, 1 % au premier juillet, 2 % minimum au 1er septembre, une simplification de la grille des salaires, et 40 % d'un treizième mois, on pourrait faire la fine bouche. Mais ce serait oublier que ce conflit social, le plus long qu'ait jamais connu la Vendée a ouvert une brèche dans le pouvoir patronal local. Qu'une solidarité exemplaire a soudé pendant les 5 semaines, les 4 garages en

grève. Autant de preuves qui indiquent que les mécanos des garages entament une lutte de longue haleine contre les bas salaires qui sévissent dans la profession (25 % de moins que dans l'industrie). On parle déjà de chaîne

manche !

Correspondant

CHARTRE RECKITT EN GREVE

A quelques pas de l'imprimerie sauvage du « Parisien Libéré », les travailleurs de la Reckitt se mobilisent contre la vie chère et la politique d'austérité du pouvoir. Depuis le 9 juin ils luttent pour :

- 150 F pour tous
- augmentation en pourcentage inversement proportionnel à la hiérarchie
- paiement des jours de grève

Bien que numériquement minoritaire (85 sur 250) ils bloquent 80 % de la production. Car ce sont les secteurs productifs qui sont dans la lutte et en particulier les manutentionnaires qui sont à l'origine de la grève démarrée spontanément à laquelle se sont ralliés les sections syndicales CGT-CFDT.

Correspondant

18.6.75

Rouge N° 305 p.13

RETOUR AUX SOURCES

réactionnaire sur toute la ligne

Ce fut du grand spectacle : 2 trains spéciaux amenaient au Palais des Congrès de Nice et sous deux immenses chapiteaux une large foule de supporters UDR. Les limites organisationnelles du parti gaulliste ne semblent pas très définies car on vint beaucoup en famille passer un week-end ensoleillé sur la côte d'azur. Et comme tout cela ne faisait pas encore le poids, on raccola dans les bas quartiers de Nice une claque suffisante pour applaudir Chirac et ses acolytes... Un instant de cocasserie : l'arrivée de 50 réunionnais (?) Petit arrêt devant l'entrée. Les responsables du SO vont chercher dans une voiture des banderoles. Puis entrée triomphale « Debré avec nous... » Il n'y a que la spontanéité qui compte...

Pour en terminer avec le décor, distribution par des royalistes (!) de tracts de soutien au Parisien Libéré, vente massive de Nice-Matin, la feuille de Jacques Medecin et présence des flics aux alentours, sous les ordres d'un RG spécialisé dans la lutte antigauchiste. Le décor est planté, la grande fête chiraquienne peut commencer.



Debré

Chirac

Les précédentes Assises du Mouvement s'étaient déroulées à Nantes, avant la mort de Pompidou. Chacun avait pu y observer le divorce entre les propos d'une base réactionnaire bovine, à l'anticommunisme viscéral, avec le discours libéral, social du ténor de l'époque, Chaban Delmas. A la tribune on parlait de « Nouvelle Société » et dans les travées de reconnaissance de la CFT. Les délégués étaient les rescapés de la grande peur de Mai 68, ceux de l'ordre à tout prix, des Marcellin dans la rue, des Messmer contre Lip et des Druon contre la culture.

L'échec retentissant de Chaban Delmas aux présidentielles montrait quelle nouvelle voie la bourgeoisie française entendait emprunter pour faire face à la montée de la combativité ouvrière.

Le gouvernement Chirac est un gouvernement d'épreuve de force contre le mouvement ouvrier. Il était naturel que la base UDR se reconnaisse dans le premier ministre qui a su « prendre ses responsabilités » et ne pas céder face à la grève des PTT, face à la grève de Renault, face à la grève du Parisien Libéré.

Du Parisien il en fut beaucoup question tout au long des débats. Et là encore finies les fleurettes bon marché sur la participation et l'intéressement des travailleurs. Un seul mot d'ordre passait la

rampe : la fermeté dans la lutte contre le communisme et le gauchisme. Il y eut à cet égard quelques morceaux de bravoure. Sur chaque thème, armée, justice, éducation, l'UDR avait fait appel à ses meilleurs spécialistes. La commission « Crise de la société » était présidée par Jacques Godfrain, trésorier national des CDR, célèbre pour quelques relations épistolaires entretenues avec le sieur Duprat.

Debré, Triboulet le para et quelques autres

Pour parler des institutions et de la justice, vint l'inénarrable Michel Debré pour dénoncer l'emprise du marxisme sur la justice. L'ancien ministre Raymond Triboulet obtint un succès d'estime quand il lança force diatribes contre « la dictature des instituteurs gauchistes qui mettent leurs collègues nationaux et notamment gaullistes en quarantaines ». On ne les savait pas si sensibles. Pour parler de l'armée et préparer « une campagne de réhabilitation » de l'institution militaire on fit appel bien sûr à des spécialistes anti subversifs : comme cet officier de para qui connaît bien les rouges, puisqu'il « les a vus de près en Indochine ».

Une mention toute spéciale doit être faite pour la commission « Une nouvelle dimension du problème social » où les militants de choc se succédèrent pour exiger la reconnaissance de la représentativité de la CFT. Ce ne serait que justice puisque Chirac a bien aidé le remplacement de Simakis par Blanc à la tête de ce syndicat. Mais ça ne fait pas très nouveau leur dimension du problème social... Vieux thèmes éculés et pourtant l'UDR semble se porter encore relativement bien vis à vis des autres formations de la majorité. La campagne de recrutement des Républicains Indépendants marque le pas. Elle était pourtant bien modeste puisque les supporters de Giscard n'envisagent de passer en 6 mois que de 35 à 50.000 membres chiffres officiels bien sûr. Très largement gonflés comme dans toutes les formations bourgeoises. Ainsi l'UDR qui revendique 230.000 membres pour... 40.000 cotisants. Il est défendu de rire...

Pesanteurs bonapartistes

Ce même week-end se tenait à Paris la réunion constitutive de la Fédération des Réformateurs. Une Fédération qui compte beaucoup plus de petits leaders, chacun plus génial que l'autre, que de troupes. Il a été impossible de désigner un secrétaire national. Les centristes, réformateurs et autres giscardiens peuvent entamer tous les discours qu'ils veulent sur le « libéralisme avancé », ils payent le prix des pesanteurs bonapartistes. Pendant 16 ans, la bipolarisation du champ politique entre l'UDR gaulliste et la gauche a érodé toutes les autres formations politiques. Il est significatif de voir comment les RI aujourd'hui n'en sont qu'à la constitution de leur appareil politique. Avec une autre difficulté à surmonter : leurs discours réformateurs perdent de leur crédibilité à mesure que s'accroît la crise, la montée de la combativité ouvrière et que l'Union de la Gauche reste une alternative politique.

L'UDR n'est plus le parti du Bonaparte au pouvoir, qui regroupait derrière sa houlette des sensibilités aussi diverses que Debré et Capitant, Pompidou et Louis Vallon, la majorité silencieuse des CDR et les partisans du social-dolorisme. La candidature Chaban fut la dernière tentative de masquer la base réactionnaire de l'UDR sous un discours social. Mais c'était déjà trop tard pour la bourgeoisie. L'heure des réajustements et de la décantation est venue. L'UDR cherche à s'assurer le monopole d'organisation de la majorité silencieuse inquiète de la montée ouvrière, de la crise en même temps que des réformes proposées par Giscard. En plantant solidement ses tentes sur la rive la plus droite de la majorité, l'UDR se prépare à être le principal recours contre toute offensive ouvrière. Ce rôle n'est pas nouveau. Déjà sous la quatrième république, les républicains sociaux, héritiers du RPF constitué par De Gaulle à l'aube de la guerre froide furent les champions de l'ultracolonialisme, de l'ordre moral et de la bataille contre le mouvement ouvrier. L'UDR se décante, il reste le RPF.

M.R.

A PROPOS DE L'ARTICLE CONCERNANT
« REVOLUTION ! » PARU DANS ROUGE
N° 304

MISE AU POINT.

D'abord une première chose, nette : parce que nous voulons débattre sur le fond, sans esquiver les grandes divergences qui nous séparent, les dirigeants de Révolution ! ayant démenti l'affirmation de l'article concernant la caractérisation de « social-fasciste » pour le P.C.F., nous en prenons acte et faisons bien sûr autocritique de l'utilisation de citation non prouvée qui n'engageait pas leur organisation.

Mais ceci ne change évidemment en rien le fond de l'article. Dans leur violente réponse (« Révolution n° ») ils protestent contre le « jugement définitif » porté sur eux : « Révolution adopte une orientation para-syndicaliste, centriste et éclectique contre-balancée et renforcée par un alignement sur les positions internationales de la Chine. » Passons sur les nombreuses épithètes qui sont autant d'attaques personnelles, utilisées dans l'article... c'est le fond qui nous importe. Et sur le fond, notre caractérisation des positions de Révolution ! n'est pas nouvelle. Nous l'avons fait connaître à maintes reprises, en particulier dans les thèses du premier congrès de la L.C.R. que nous avons publiées : « Révolution ! s'est constitué sur la base d'une incompréhension ultra-gauche du stalinisme et d'un opportunisme foncier vis-à-vis des composantes spontanées et antisyndicales de l'avant-garde large. L'apparition d'une perspective réformiste crédible l'a poussé vers un opportunisme électoral doublé d'un repli économiste qui traduit le fait qu'elle se trouve désarmée face à l'union de la gauche. Elle devrait logiquement s'orienter vers une adaptation centriste vis-à-vis des courants gauches de la C.F.D.T., cette évolution ayant jusqu'ici été freinée par les rapports de force existants dans l'extrême gauche et par son sectarisme organisationnel. La renaissance de courants mao-staliniens devrait contraindre Révolution ! à préciser sa position délibérément ambiguë sur la Chine, position qui lui avait permis de se nourrir de la crise du mao-spontanéisme. » (Cahier Rouge n° 1 Nlle série, page 28).

Que vise la violence de l'attaque des camarades de R ! dès lors que la mise au point qui s'imposait est faite. Si R ! cherche effectivement à mener un débat politique de fond et non à sectariser leur organisation, la discussion sera saine, ce que nous souhaitons pour notre part. Nous avons déjà dans l'article du n° 303 invité les lecteurs de Rouge à attendre de lire les thèses définitives du congrès de R !. La semaine prochaine, nous passerons une interview sous forme de réponse aux six questions posées par nous au B.P. de R ! après leur congrès.

G.F.

a fo./c.i.a.

• Le rapport Rockefeller sur les activités illégales de la CIA n'a pas abordé, « fautes de preuves suffisantes », les tentatives d'assassinat de l'office d'espionnage américain. Mais tout le reste ou presque y figure. Les liens avec la mafia, les sommes fabuleuses utilisées pour acheter des fonctionnaires ici, des gangsters ou des tueurs là, le tableau même incomplet donne la nausée.

Et il se confirme que F.O. a été créée grâce à l'intervention de la CIA. Son agent en France, Irving Brown travaillait à bureau ouvert et remettait de l'argent à tous ceux qui montaient une organisation syndicale anticommuniste. Ce monsieur, représentait officiellement l'AFL/CIO.

Au moment où le rapport Rockefeller passe dans la presse, un militant F.O. déclare devant le congrès UDR de Nice : « Je suis profondément anticommuniste puisque j'ai toujours été gaulliste ».

Bergeron qui joue les jaunes contre la lutte des travailleurs du Parisien Libéré, peut toujours traîner la FFTL devant les tribunaux. La CIA, qui soutenait son organisation, apporte des preuves accablantes contre lui.

racisme

• Samedi 14, près de Pont de l'Arche, un commando de 8 nerfs, armés de matraques et de nerfs de boeufs a agressé quatre promeneurs d'origine marocaine. L'opération s'est poursuivie par une véritable ratonade et deux des marocains ont été blessés. L'un d'eux a maintenant le visage déformé par les coups et une perforation intestinale. Ceci laisse penser que les racistes ont employé un couteau. Le premier réflexe du Commissariat de police a été de classer l'affaire.

Mais dès maintenant s'organise une action pour que l'enquête ait lieu. C'est une étape. Il reste qu'il faudra très vite rendre le pavé brûlant sous les pieds de ces Dupont-la-Joie et pas seulement à Louviers.

NOTES POLITIQUES



H.R. FAIT UN MEETING AVEC LA N.A.F.

Au début des années cinquante, le P.C.F. organisait contre la guerre froide, pour la « défense nationale » des « saluts à Jeanne d'Arc » en commun avec Action française et le R.P.F. (Rassemblement populaire français — gaulliste), notamment rue des Pyramides à Paris.

Aujourd'hui, en 1975, le groupe mao-stalinien « Humanité rouge » dénonce le P.C.F. comme « social-fasciste » mais organise à son tour un meeting commun avec la N.A.F. (Nouvelle action française ; Bertrand Renouvin comme orateur) et l'U.J.P. (Union des jeunes pour le progrès — gaulliste). Ce meeting commun a lieu le vendredi 19 juin au 44 rue de Rennes à Paris.

« Humanité rouge », comme nous l'annoncions dans « Rouge » n° 301, pousse la logique de ses positions jusqu'au bout. En écoliers de Teng-Hsiao-Ping, ministre des affaires étrangères chinois, ils se constituent en ardents défenseurs du rassemblement de toutes les forces pour la « Défense nationale » contre « la guerre qui vient » contre la politique agressive du « social-impérialisme russe ». Se réclamant de Staline et utilisant une politique bien héritée de

lui, « H.R. » évolue décidément bien vite. En tout cas les choses sont claires. Aussi nous adressons-nous aux militants égarés dans cette sordide aventure pour les détourner de la politique honteuse de la direction d'H.R. en faire le bilan et en extirper les racines.

GISCARD A TOUJOURS UN BON SOUTIEN PATRONAL !

• dans le journal « les Informations » (16.6.75) 136 patrons répondent à 19 questions sur le thème « L'industrie française juge Giscard ». 89 % sont ou assez ou très satisfaits de leur président de la République. 53 % soutiennent les réformes de Giscard car « celui-ci désamorce les risques d'explosion sociale » ; mais 42 % pensent que Giscard devrait aller plus vite. Ça « urge » semble-t-il.

Si 75 % des patrons interrogés sont favorables à la réforme de l'entreprise, la moitié seulement est pour l'intégration (c'est bien le mot) des délégués du personnel dans les conseils d'administration ; 29 % enfin souhaitent la réduction des inégalités sociales, le reste réclamant en la matière que l'on soit prudent.

10 millions fin juin



pour le quotidien Rouge

le gros baton de bigeard

Une répression insidieuse, de plus en plus systématique se développe actuellement contre les antimilitaristes, aussi bien dans les casernes qu'à l'extérieur. Dans les casernes, la mutation d'éléments suspects dès que commence à apparaître un comité de soldats devient la règle. En Allemagne, dans les régiments de paras, cette répression hypocrite, souvent accompagnée de distribution aussi arbitraire que généreuse de jours d'arrêts, prend un tout particulièrement spectaculaire. Une répression qui s'abat également avec une violence inouïe sur des soldats isolés et que l'on pense pouvoir saquer tranquillement dans le silence des TPFA Ecoutons nos camarades des comités de soldats de Trèves et Landau :

« Dans un jugement du 16 avril 1975, la justice militaire a condamné Serge Gente à 5 mois de prison pour les motifs suivants : désobéissance, outrage, voies de fait envers un adjudant (l'adjudant Bazin du 16^e R.A.).

— les faits incriminés se sont produits le 28 décembre 1974 sous l'empire d'un état d'ébriété. Le jeune Serge Gente vient d'être libéré le 28 mai de la forteresse de Landau, pour être incorporé au 2^e R.A. (Landau) afin d'y accomplir trois mois de service militaire. Cette violence de la justice militaire envers un jeune travailleur (maçon à Saint-Quentin) est insupportable.

1^o) D'une part, sa défense fut assurée dans les conditions les plus précaires. Les rapports avec l'avocat (un lieutenant) nommé d'office, furent des plus sournois.

2^o) D'autre part, il a passé 5 mois dans la forteresse de Landau, dans

l'isolement le plus complet, sans aucune assistance sociale, depuis le 15 novembre 1974. Jusqu'à sa sortie de la forteresse, il n'a pas eu la possibilité de voir parents ou amis. Cette existence de réclusion totale, dans un oubli absolu, nous permet d'imaginer dans quel état mental et physique il se trouve actuellement... »

Le coup de Jarnac

La fonction de cette répression sélective est claire : dans une période où l'on ne peut frapper directement les comités de soldats en trainant ses militants devant la justice militaire, intimider le mouvement et montrer que l'on se tient prêt à le matraquer lorsque les circonstances seront plus favorables.

Second axe de la répression, les antimilitaristes civils ; le développement des organisations civiles CDA, CAM, IDS ne cesse d'inquiéter les autorités militaires ; alors on sollicite la justice pour qu'elle cogne :

A Dijon, 3 antimilitaristes viennent d'être condamnés à payer plus de 9.000 f en amendes, dommages-intérêts et frais de justice. Cela pour avoir, il y a un, effectué des bombages en soutien aux soldats réprimés. C'était l'époque du démarrage des comités de soldats et de l'Appel des Cent. Le bombage était une action unitaire CAM-CDA.

Troisième axe : les objecteurs et insoumis ; le dynamisme maintenu de ces mouvements, leur radicalisation croissante, le succès d'initiatives comme la campagne insoumission



Gamma

internationale, tout cela ne plait pas trop non plus à ces messieurs. Alors on essaie de faire une belle charette avant les vacances, dans une période où l'on suppose que cela ne fera pas trop de remous : un an ferme pour Manu Gilllet, 18 mois pour Bernard Rémy, Feutren, Laffont et Schirmer, durement frappés...

Soissons

L'heure n'est plus aux protestations platoniques. L'ensemble des courants antimilitaristes a engagé une campagne unitaire contre la justice militaire. Les soldats, les antimilitaristes civils se tiennent mobilisés pour riposter à chaque coup porté par les tribunaux ou la hiérarchie militaire. A Soissons, après la mutation et l'emprisonnement d'un soldat soupçonné d'appartenir au comité de soldats de Vernon, Jean-Michel Basset, le CDA a lancé un appel aux organisations politiques et syndicales en vue de la formation d'un comité pour la libération de Basset. Ce comité, constitué avec l'appui du CDA, de la LCR, du PSU, du SGEN-CFDT, du SNES d'un CES local, de l'UIB-CFDT a lancé une pétition qui a réuni 350 signatures en une semaine (Soissons a 30.000 habitants) ; le comité est intervenu pendant la Foire-Exposition à proximité du stand de l'armée... Le PC et le PS ont été placés devant les plus grandes difficultés lorsqu'ils ont dû expliquer pourquoi ils ne participaient pas au comité... Ce type de mobilisation est indispensable. Le pouvoir spéculé sur une décruescence du mouvement des soldats. Il faut lui montrer qu'il se trompe lourdement.

connais ANTOINETTE

A un congrès CGT, on a militante refuser de siéger en expliquant qu'elle en

Antoinette, c'est le mensuel féminin de la CGT. Comme le dit une brochure de l'Union des métallurgistes, « La presse féminine est une réalité avec laquelle il faut compter, elle répond aussi à un besoin des femmes. Et bien, face à la presse féminine bourgeoise, il faut une presse féminine progressiste ».

Résultat : un journal qui se situe sur le même plan que la presse féminine bourgeoise, et dans lequel les problèmes de la « vie pratique » : mode, beauté, tricot, décoration, bricolage, cuisine... prennent autant d'importance que ceux de la « vie sociale et syndicale » : droits, luttes, conditions de travail, maternité, besoins des enfants... et que ceux des « entr'actes » : films, télé, télé, disques, artiste préféré...

Résultat : un journal qui, comme les autres journaux féminins, confine la femme dans son rôle traditionnel d'épouse et de mère, de gardienne du foyer et d'objet sexuel.

L'année internationale de la femme aura eu au moins un résultat positif : celui de provoquer des discussions. Certes, dans la plupart des cas, il a fallu que des militantes se battent pour imposer qu'à l'occasion de l'année internationale des discussions aient lieu sur la plate-forme intersyndicale CGT-CFDT et que surtout des mobilisations et des actions soient entreprises. Mais ces débats ont souvent eu aussi pour conséquence de poser le problème de la place des femmes dans l'organisation syndicale. A cette



D.R.

inprecor numéro spécial

LA CRISE INTERNATIONALE DU CAPITALISME dossier réalisé sous la direction de Ernest Mandel

En vente à la librairie rouge 10 impasse Guéméné Paris 4ème

Prix : 6 francs

SESSZ-VOUS ETTE ?

vu une
er à la tribune
avait marre de jouer les potiches

occasion, dans quelques sections, des militantes ont tété amenées à remettre en cause la diffusion d'Antoinette expliquant que ce n'était pas la veine de se donner tant de mal pour entraîner les femmes dans les luttes, si c'était pour leur vendre ensuite une orresse syndicale qui les renvoyait à leurs fourneaux et à leurs aiguilles leurs aiguilles à tricoter.

A cette occasion aussi c'est le rôle des femmes dans la section syndicale qui a été posé. Allamy, secrétaire confédéral, expliquait, dans le numéro du Peuple consacré aux femmes, en parlant des militantes : « Que de dévouement, de patience accumulée, d'imagination pour faire face ! ». Précieuses qualités « féminines » qui conduisent tout naturellement des femmes à s'occuper

« Finalement, avec les 3 enfants et ma vie militante, sa vie professionnelle s'est trouvée compromise ».

Faute de remettre en cause l'oppression spécifique des femmes et ce qui la sous-tend : la structure familiale, les meilleures plate-formes revendicatives aussi complètes et aussi détaillées soient-elles n'auront toujours pour logique une amélioration de la situation actuelle, qu'un meilleur équilibre entre les rôles » de travailleuse, d'épouse et de mère; et la place de la femme dans les organisations mixtes ne sera toujours qu'une place de seconde zone réservée à quelques privilégiées qui s'en sortent mieux que les autres. C'est cela que nous refusons.

Harris



des oeuvres sociales ou des tâches administration, finances, propagande... dont personne ne veut dont personne ne veut.

Déjà à l'occasion d'un congrès on a vu une militante refuser de siéger à la tribune en expliquant qu'elle en avait marre de jouer les potiches. Gageons que cela ne s'arrêtera pas là.

Gageons aussi que Seguy serait quelque peu pris à partie s'il osait défendre devant une assemblée de militantes CGT ce qu'il explique froidement dans son livre « Lutter » en parlant de sa femme : « ses responsabilités de mère de famille, avec un père tel que moi, ne lui auraient pas permis, même si elle en avait eu le goût, d'avoir une vie militante plus remplie... ».

cahier de
LA TAUPE
N° 5
A PARAITRE

avortement et répression

Médecine de classe,
justice de classe,
affrontements de classes...

Rouen, le 11 juin. Atmosphère tendue autour du palais de justice où se déroule le procès du professeur Duval. C'est sur la requête de Renée Capon que ce monsieur est au banc des accusés. Celle-ci, après avoir été « lanternée » par ledit professeur, s'est vue refuser l'avortement sans que pour autant une adresse lui ait été donnée.

« Laissez-les-vivre » avait déplacé du monde en autocar. Dans la salle d'audience, trois rangées de bancs étaient occupées avant l'ouverture de la salle.

Les cordons de police barraient l'accès à la salle d'audience. Monique Antoine, avocate de Renée Capron, dut même faire appel au Président du tribunal pour pénétrer dans les lieux.

Le procès de la médecine de classe se déroula dans le cadre d'une justice de classe. D'un côté des femmes, des militantes du Planning familial et du M.L.A.C. venues témoigner et soutenues par des médecins de quartier rappelant le drame des avortements clandestins. De l'autre, la « faculté », les professeurs, le doyen, les petits béni-oui-oui du grand patron « si intègre », « si humain », traîné — le pauvre — au banc des accusés par n'importe-qui...

L'évidence est là. Une femme seule ne peut rien contre le bon vouloir de l'Ordre.

Pourtant une brèche a été ouverte : il n'y a plus de fatalité, même si le professeur Duval, même après le jugement — qui sera rendu le 9 juillet — se voit accorder la relaxe.

et pendant ce temps-là...

A l'extérieur du Palais de justice, c'est d'abord l'affrontement verbal. Puis quelques œufs s'écrasent sur les bigotes en prière. Enfin l'intervention policière. Situation édifiante : les partisans de l'application de la loi sur l'avortement étaient pourchassés. Ceux qui lui font obstacle avaient la protection des flics... dont le zèle et la hargne n'avaient jamais été connus à Rouen. Grenades lacrymogènes. Toutes les rues du centre de la ville devenaient irrespirables.

Le 11 juin à 18h 30 : manifestation pour Eva Forest et ses camarades espagnols, non loin du Tribunal. Les flics chargent au moment de la dispersion.

Le 11 juin à 21 heures : des postiers

se rendant au travail (non loin du tribunal) sont matraqués par les flics. Ceux-ci pénètrent même dans les locaux et procèdent à une véritable ratonnade, jusque dans les sous-sols.

Bilan : deux postiers gravement blessés, une vingtaine de personnes à l'hôpital, six arrestations.

pour une riposte

Elle se prépare aussitôt. De nombreuses sections syndicales, le Mouvement pour le Planning, les groupes M.L.A.C. le M.L.F. et les groupes femmes, la Ligue des droits de l'Homme, le syndicat de la magistrature et de nombreuses organisations démocratiques et politiques organisent la protestation et le soutien tant aux emprisonnés qu'aux blessés. Manifestation le 13 juin. Explications le 14 dans l'après-midi. Pétitions dans les entreprises et sur les marchés. Un appel est lancé pour réunir les témoignages sur les brutalités policières de la journée du 11.

Cette situation n'est pas isolée, il faut y faire face dans l'unité la plus large.

Correspondant

Seine Saint-Denis UN AVORTOIR A BONDY

Une sorte de délégation des M.L.A.C. de Saint-Denis, Aubervilliers, Montreuil et Noisy-le-Sec a été reçue par le directeur du cabinet du Préfet de la Seine-Saint-Denis. L'entretien fait suite aux nombreuses mobilisations des M.L.A.C. de cette région, notamment à Montreuil (Rouge n° 303). La délégation du M.L.A.C. a fait le point de la situation, montrant que les moyens font largement défaut à l'application de la loi sur l'avortement. Pour sa part, le directeur du cabinet du Préfet n'a répondu que par la promesse de transmettre les revendications et remarques du M.L.A.C. à la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). Une indication : il y aurait un hôpital qui s'ouvrirait en octobre à Bondy et où se pratiquerait l'avortement. Un avortoir ?

LA MARCHÉ DE LA RE

« Qui n'avance pas recule » Tout le monde au Por

Lisbonne, le 15 juin.

On dirait que tout s'est brusquement ralenti à Lisbonne après l'agitation de ces dernières semaines.

Tout le monde semble s'être entendu pour faire baisser la haute tension du mois de mai. « Le socialisme ne se construit pas avec des mots, mais avec du travail » avertissaient le général Fabio et le capitaine Costa Martins devant les ouvriers de la COMETNA, le 10 juin dernier.

de l'Angola à l'Algarve

Pourtant la situation devient franchement catastrophique. Le taux d'inflation révélé par le ministère de l'Economie pour le mois dernier (*pour le seul mois de mai*) est de 7,5 %. Les prix galopent et le gouvernement court du président de la Banque mondiale à la délégation parlementaire des P.S. d'Europe, évidemment conduite par un dirigeant du S.P.D. allemand, pour obtenir des crédits supplémentaires et des délais plus longs pour les nombreux remboursements déjà dûs. Le gouvernement travaille à un plan trimestriel de dix mesures d'urgence destinées à « appuyer la production nationale » en favorisant des investissements « sélectionnés » et des restructurations « indispensables ». Un plan de sauvegarde de l'emploi vient également d'être annoncé ; il devrait créer 34.000 emplois. A supposer que cela réussisse il resterait à régler le problème des quelques 300.000 chômeurs actuellement recensés, auxquels viennent maintenant s'ajouter les travailleurs émigrés, privés de leur emploi par la récession européenne, et qui reprennent le chemin du pays.

A cette situation économique désastreuse, viennent se greffer les troubles qui secouent les anciennes colonies.

Pour la première fois depuis un an, le gouvernement portugais a tenté de faire embarquer des troupes pour l'Angola. Plusieurs régiments se sont mutinés. 63 soldats, un officier et trois sous-officiers ont été arrêtés pour faits de résistance, puis relâchés et immédiatement embarqués pour l'Angola.

la réaction relève la tête

Depuis le 1^{er} Mai, on assiste à une recrudescence des activités de la droite réactionnaire. Plusieurs attentats à la bombe et attaques à main armée ont été récemment commis à

Lisbonne et dans le Nord du pays.

A Santa Marta de Penajão (petite ville à 100 km à l'Est de Porto) où la droite avait organisé depuis plusieurs semaines une campagne contre le régime en s'appuyant sur le mécontentement des viticulteurs locaux, une séance de « dynamisation culturelle » du M.F.A. fut perturbée par le P.P.D. et le C.D.S. soutenus en sous-main par les caciques locaux du P.S. Certains officiers ne durent qu'à la protection militaire de ne pas être lynchés à la sortie de la réunion. A Viseu, autre localité du Nord du pays, un local du comité de soutien au M.P.L.A. a sauté et la signature de l'E.L.P. (« Armée de libération portugaise », fasciste) fut retrouvée sur un mur voisin. A Bragança, c'est un local du M.D.P. (Mouvement démocratique portugais, appendice du P.C.P. et membre de la coalition gouvernementale) qui sauta sur une bombe. Un conseil de village s'y est depuis lors formé pour lutter contre la réaction très active dans la région.

Les groupes encore isolés entre eux, d'anciens fascistes et hommes de main du régime salazariste se réorganisent à travers le pays. Les signes avant-coureurs d'une offensive terroriste, combinée à la poursuite du sabotage économique, pourraient bien trouver une nouvelle confirmation dans quelques semaines. On s'attend ici à des attentats sélectifs contre les organisations ouvrières et révolutionnaires, et y compris certains de leurs dirigeants.

La réaction se prépare à jouer sa dernière carte. L'offensive politique qu'elle avait lancé après la déroute du coup du 11 mars a connu un nouvel échec ; elle n'est parvenue ni à mettre un frein à la mobilisation ouvrière et populaire, ni à utiliser les résultats des élections du 25 avril à l'Assemblée Constituante pour inverser le rapport de force surgi au lendemain du coup avorté, dont les répercussions se sont faites sentir jusqu'au sein du M.F.A. Le P.P.D. qui redistribua les rôles parmi son équipe dirigeante pour tenter de modifier son image de marque et mieux coller au P.S., se retrouve complètement marginalisé dans une vie politique caractérisée par un net glissement à gauche.

D'une orientation « réformatrice » de manœuvre et de pression de l'intérieur même du régime la réaction passe à une ligne de contre-attaque extérieure.

Ironie de l'histoire, dimanche 15 juin, devait débiter une (première ?) grève des propriétaires de camions portugais, animés des mêmes sentiments et dirigés par les mêmes forces que leurs collègues chiliens il y a deux ans.



la « bataille de la production »

La situation portugaise est donc à un tournant. Les échéances économiques dont les experts discutent en terme de trois à six mois sont au centre de tous les calculs politiques. Les travailleurs, eux, les ressentent tous les jours et dès maintenant. Malgré la fixation par décret du salaire minimum à 4.000 escudos (environ 750 F) à partir du 1^{er} juin, les revendications salariales se multiplient, tant sont encore nombreux les bas salaires et tellement vite sont engloutis par la hausse des prix les avantages acquis. Les T.L.P. (téléphone) se mettent en grève cette semaine pour s'opposer aux propositions de leur ministre qu'ils jugent, à raison, insultantes.

Par ailleurs, le mouvement d'occupation et de contrôle se poursuit. A la campagne la deuxième terre du pays, possession de l'Eglise, vient d'être occupée et mise en coopérative. Le 14 juin l'assemblée plénière des travailleurs de la C.U.F. exigeait la nationalisation complète du trust et l'expulsion des directeurs, tous fascistes. La rubrique ouverte depuis plusieurs semaines dans « A Capital » sous le titre : « travailleurs en lutte, contrôle de la production » ne se tarit pas. Pour une seule journée du 12 juin, passaient sous contrôle ouvrier trois entreprises de plus de mille personnes chacune : la teinturerie Cambournac (1.200 employés), la verrerie Covina (1.200 employés) et l'usine de machines à écrire Messa (1.800 employés). Pourtant les luttes ouvrières faiblissent quelque peu en rythme par rapport aux mois

E EN AVANT VOLUTION

PORTUGAL

tugal dit qu'il faut avancer. Oui, mais comment ?



précédents. C'est que les travailleurs découvrent de plus en plus clairement que l'occupation de leur entreprise, son contrôle voire sa nationalisation ne résolvent pas pour autant le problème de la production, en général, dans toutes les entreprises, c'est-à-dire le problème de l'économie portugaise dans son ensemble dont ils subissent aujourd'hui la crise. La classe ouvrière marque ainsi un temps d'arrêt avant de passer à l'accomplissement de la phase supérieure.

Les réformistes et notamment le P.C.P. voudraient bien transformer ce temps d'arrêt en pause prolongée. Sous l'impulsion du P.C.P., le M.F.A. a transformé le 10 juin, traditionnellement jour férié, en journée nationale de « bataille pour la production ». Cela a donné l'occasion à quelques bureaucrates de l'Intersyndicale et officiers du Conseil supérieur de la

Révolution de faire des discours aussi longs qu'ennuyeux sur le socialisme-qui-se-construit-dans-le-travail. Il faut pourtant croire que ces belles paroles passaient mal la rampe puisqu'une très large majorité n'a pas travaillé ce jour-là !

Le thème de la « bataille de la production » est surtout mis en avant par le P.C.P. comme le moyen concret de réaliser le passage graduel au socialisme. Le 12 juin, la Commission politique du Comité central du P.C.P. publiait dans son hebdomadaire « Avante » une longue déclaration. On y trouve, en plus des attaques désormais habituelles contre « ceux qui sous-estiment le poids décisif du mouvement populaire des masses et prétendent le soumettre à leurs thèses électoralistes » (traduisez : la social-démocratie), une mise en forme de la stratégie du P.C.P. : « Le Portugal est

encore un pays capitaliste », reconnaît le P.C.P., où « des millions de Portugais, parmi lesquels des travailleurs qui répudient le capitalisme, continuent à subir sans s'en rendre compte l'influence de l'idéologie bourgeoise. » D'après le P.C.P. la raison en est qu'ils n'ont pas encore compris que seule la « bataille de la production » peut mettre le Portugal sur la voie du socialisme. « La bataille de la production ne sera pas gagnée avec des mots... mais par la capacité d'organisation, la discipline révolutionnaire, la créativité révolutionnaire, par les sacrifices révolutionnaires des revendications légitimes et des besoins superflus... »

la marche en avant de la révolution

« Qui n'avance pas recule. » Les travailleurs réclament d'avancer ; ils discutent de savoir comment. Un immense courant a commencé à animer les rangs de la classe ouvrière portugaise. Ce qui au premier abord peut être pris pour un tassement de la combativité sur laquelle pèse une certaine démoralisation introduite par la violente division entre le P.S. et le P.C., en profondeur exprime cette réflexion massive avant le pas suivant que chacun sent proche et inéluctable.

Qu'ils s'appellent commissions de travailleurs, comités de locataires ou d'habitants, assemblées populaires ou comités révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins, tous ces organes en gestation ou déjà existant manifestent cette même tendance. Les réformistes, qui ne peuvent s'y opposer tentent de la couler dans le moule d'une « bataille de la production » dont les chances de succès sont nulles. Ainsi, dans sa déclaration du 12 juin, la Commission politique du P.C.P. dit : « Les assemblées populaires, où les masses laborieuses se feront représenter par l'intermédiaire de structures appropriées, doivent se transformer en organismes permanents d'intervention populaire dans le processus révolutionnaire. La marche en avant de la révolution met à l'ordre du jour la formation et la multiplication d'organismes unitaires de travailleurs qui, en étroite liaison avec le M.F.A., assurent la vigilance face aux forces contre-révolutionnaires et au sabotage, prennent en charge la défense des diverses installations du patrimoine de l'Etat démocratique et collaborent avec les forces armées dans les actions de défense de la révolution. »

C'est d'un projet semblable que le Conseil supérieur de la Révolution discute à la suite de la dernière

assemblée du M.F.A.. A l'écart des pressions de l'assemblée générale, le Conseil prendra probablement la décision de lancer une campagne pour des « Conseils de reconstruction nationale » (C.R.N.). Ces derniers coordonneraient les commissions de travailleurs et de moradores (habitants), les municipalités (où prédominent le P.C.P. et le M.D.P.) et les Assemblées de délégués d'unités (A.D.U.) dans les casernes. Les C.R.N. devraient en outre, selon ce même projet, se doter d'une protection populaire : les « milices patriotiques » constituées des « éléments les plus dynamiques du processus révolutionnaire ». Ce projet qui reprend en gros les orientations préconisées par le P.C.P. dans son organigramme de « Comités de Défense de la Révolution » visant à l'institutionnalisation de l'alliance peuple/M.F.A., risque néanmoins d'être rapidement dépassé par la réalité du processus en cours qu'il cherche à canaliser.

Il existe déjà dans quelques localités une collaboration directe entre les commissions de travailleurs et les comités de moradores d'une part, et les assemblées d'unités militaires d'autre part. Un récent exemple de ce genre de phénomène est fourni par la réunion commune tenue à la caserne de Monsanto, dans la région de Lisbonne. Les soldats et officiers du G.D.A.C.I. (Groupe de détection, d'alerte et de conduite de l'interception) et quelques sous-officiers des trois armes ainsi que des ouvriers et des moradores de la banlieue de Lisbonne y discutèrent de la perspective des Conseils révolutionnaires des travailleurs, soldats et marins et de « leur nécessité pour exercer la dictature du prolétariat » (A Capital, 12 juin 1975).

le socialisme à l'ordre du jour

Le socialisme est à l'ordre du jour au Portugal. Il n'y a que les maïoistes du M.R.P.P., de l'U.D.P., du F.E.C. et du P.C.P.(m-l) (1) qui militent — les uns contre les autres — « pour l'indépendance nationale et la démocratie populaire ». Mais cela ne veut pas dire que certains n'en profitent pas pour faire passer une marchandise frauduleuse sous un emballage qui fait l'unanimité.

L'Expresso, hebdomadaire « indépendant » de Lisbonne, publiait dans son numéro du 7 juin un texte élaboré par la « Commission de dynamisation centrale » du M.F.A. Le texte s'attache à donner une explication simple des catégories de « socialisme » et de « démocratie ».

la marche en avant de la révolution

Question: « Quand une démocratie est-elle populaire ? » Réponse: « C'est quand le peuple est au pouvoir. C'est précisément la situation en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc... où ce sont les travailleurs qui détiennent simultanément le pouvoir économique, politique et idéologique. » Ces derniers seront sûrement ravis de l'apprendre.

La réalité dépasse la fiction. Cette citation est tirée mot pour mot d'une brochure distribuée par le P.C.P. pendant la campagne électorale.

Le P.C.P. opère aujourd'hui une manœuvre ambitieuse: d'une part il s'efforce d'utiliser le M.F.A. comme instrument politique dans son projet de stratégie réformiste de passage pacifique et graduel au « socialisme »; et de ce côté l'opération semble pour le moment couronnée de succès dans la mesure où une bonne partie du M.F.A. s'y prête pour trouver une solution aux nombreux problèmes politiques et sociaux qui l'assaillent. Mais d'autre part, la direction du P.C.P. doit compter avec un mouvement ouvrier et une combativité populaire en pleine ébullition. Plutôt que de les affronter, la direction du P.C.P. tente de les canaliser. Elle aurait d'ailleurs bien du mal à essayer de faire autrement car cette effervescence a déjà largement pénétré les rangs du parti monté comme un champignon sous les averses du 25 avril, du 28 septembre et du 11 mars.

Avec, pour compléter le tableau, un P.S. paralysé par ses contradictions internes tout aussi pressantes et l'incompétence proverbiale de sa direction, une chance historique est en train de se dessiner au Portugal. Elle prendra certainement forme dans les mois qui viennent quand s'engouffrera dans la brèche déjà ouverte un réel mouvement d'auto-organisation de la classe ouvrière, des soldats et de tous les travailleurs. Le M.F.A. sera alors contraint de descendre de son piédestal bonapartiste et éclateront au grand jour les conflits qui le minent et qui épousent à peu près fidèlement les contours de classes de plus en plus aigus de la société portugaise.

Dans cette perspective, l'activité, l'initiative et l'audace des révolutionnaires portugais peuvent être décisives. Nos camarades de la Ligue communiste internationaliste (L.C.I.) organisation sympathisante de la Quatrième Internationale au Portugal) déploient leur énergie pour que s'édifie rapidement la charpente de ce mouvement autonome autour duquel la classe ouvrière portugaise est déjà prête pour un nouvel élan.

Plusieurs campagnes unitaires, anti-impérialistes, de solidarité avec l'Angola et contre la dictature franquiste, ont rassemblé le M.E.S., le F.S.P., la L.U.A.R., le P.R.T. (2), la L.C.I. et le P.C.P. Mais le plus important reste à faire: initier à partir d'une unité d'action, aussi limitée soit-elle dans un premier temps, entre les organisations ouvrières (P.C.P., P.S., Intersyndicale, syndicats, commissions de travailleurs, etc.) et l'extrême-gauche révolutionnaire, une extension, une généralisation et une centralisation des conseils ouvriers, de paysans et de soldats encore embryonnaires à l'heure actuelle.

Eux seuls sont capables de réaliser la socialisation de tous les moyens de production et d'échange, la planification socialiste de l'économie et de se doter d'un gouvernement ouvrier et paysan protégé par la vigilance armée des travailleurs; en civil ou sous l'uniforme, des villes et des campagnes.

Charles MICHALOUX

- (1) M.R.P.P.: Mouvement pour la réorganisation du Parti du prolétariat.
U.D.P.: Union démocratique populaire.
F.E.C.: Front électoral communiste (« Cri du peuple »)
P.C.P.(m-l): Parti communiste portugais (marxiste-léniniste).
- (2) M.E.S.: Mouvement de la gauche socialiste.
F.S.P.: Front socialiste populaire.
L.U.A.R.: Ligue d'unité et d'action révolutionnaire
P.R.T.: Parti révolutionnaire des travailleurs.

DERNIERE MINUTE LISBONNE LE 17 JUIN

10.000 travailleurs ont manifesté mardi soir 17 juin à Lisbonne à l'appel des Conseils révolutionnaires de travailleurs et de soldats. En tête, 200 ouvriers casqués de Lisnave scandant « le pouvoir à ceux qui travaillent, dehors la canaille », « Pouvoir ouvrier ». Parmi les manifestants, une centaine de soldats du COPCON. Il s'agit là d'une première démonstration, certes encore confuse, d'une force révolutionnaire qui cherche à dépasser les objectifs fixés par le P.C.P. et le M.F.A.

100 000 trava en grève le 11

Nous venons de recevoir une première information de nos camarades de la LCR-ETA (VI) sur la grève générale du 11 juin au Pays Basque et les actions de solidarité qui se sont déroulées dans le reste de l'Etat espagnol, dont nous reproduisons de larges extraits qui donnent une idée de la puissance du mouvement de masse malgré la gravité de la répression qui sévit depuis six semaines en Euskadi.

■ VIZCAYA

Grève totale à Euskalduna, assemblée générale, deux sorties en manifestation et affrontement avec la police.

Mecanica La Pena, assemblée et grève de 5 heures.

Grève partielle à Astilleros Ruiz de Velasco, Laurak, General Electrica, AHV.

A la Naval, une « couleuvre » parcourt les ateliers mais il n'y a pas de débrayage. A Tarabusi, assemblée, mais pas de grève. A la Firestone de Basauri la grève du 11 avait été préparée par une réunion de 500 travailleurs le 8, mais elle n'a pas lieu.

Arrêt total à Ondarroa, véritable grève générale; à Berriz, Zaldívar, grève générale et rassemblements.

A Durango, fermeture de magasins de petits commerçants et manifestation de 200.

Grève à l'école technique de Marquina et à la coopérative d'Amorebieta.

Dans l'ensemble, la grève est analogue à celle du 11 décembre.

■ NAVARRA

Depuis trois semaines déjà ont lieu des réunions centrales où participent de 700 à 1000 militants des entreprises, des quartiers, de l'univer-

José Antonio GARMENDIA, Angel OTAEGUI, militants de l'ETA (V) Leur procès va s'ouvrir incessamment.

José Antonio Garmendia a 23 ans. Le 28 août 74, en compagnie d'un autre militant de l'ETA, Arruabarrena, il force en voiture un barrage de police. Rattrapés quelques heures plus tard, ils sont tous deux grièvement blessés et arrêtés.

Atteint à la jambe et à la tête, Garmendia n'a échappé à la mort que par miracle: la balle qui lui a traversé le crâne a été tirée de si près que le cuir chevelu en est brûlé. Il subit une première opération chirurgicale.

Toujours dans le coma, il est transféré en ambulance à Madrid, le 14 septembre, lendemain de l'attentat de la Puerta del Sol. A l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel son cas est jugé désespéré. Il subit une nouvelle intervention et commence alors à récupérer très lentement. C'est dans cet état que le juge militaire lui extorque des « déclarations » dans lesquelles il aurait reconnu avoir abattu le garde civil Gregorio Posadas le 3 avril 74, et avoir été hébergé par son camarade Otaegui.

C'est sur la base de cette « déposition » que la peine de mort est requise contre ces deux militants.

Les prisonniers politiques qui ont pu approcher Garmendia sont atterrés par son état: il est incapable de lire et d'écrire correctement et reste profondément traumatisé par son accident.

illeurs juin

sité. Convoquées à l'origine pour discuter des élections syndicales et de la situation dans l'entreprise Authi, elles se centrent rapidement sur la question de la grève du 11.

Manifestation de 200 le 30 mai, en solidarité avec Ford, de 500 le 31 et de 1000 le samedi 7 juin à l'appel des commissions ouvrières. Le secrétariat des commissions ouvrière lance 2 appels à la grève du 11 et convoque une réunion unitaire préparatoire pour le 3.

Le lundi 9, 1500 travailleurs d'Authi, sortent en manifestation et lancent un appel pour le 11.

Nouvelle manifestation de 1000 personnes le mardi.

Le mercredi 11 juin, il y a grève d'une heure à Super Ser, Magnesitas, Onena, Minicable, Electrocromo à Pampelune. A Estella les commissions ouvrières affirment que 10 boîtes ont débrayé. A Tafara, quatre entreprises ont fait grève, dont Luzuriaga. Tous les débrayages sont d'une heure sauf à l'Union Carbide où il dure 3 heures et demie. En outre il y a eu des assemblées à l'heure de la pause mais sans débrayage à la Papelera, Pamplonica, Porcelanas, Mapsa... à Pampelune et dans pratiquement toutes les entreprises de Estella.

Dans les lycées, assemblée de 200 personnes qui partent en manifestation à l'université où se tient une autre assemblée de 200 étudiants.

Manifestation centrale de 500 personnes à 2 heures et demie.

Par rapport au 11 décembre, tant la préparation que la politisation ont été supérieures.

■ ALAVA

Il y a eu un appel unitaire pour la grève du 11 et deux manifestations de 200 et de 100 personnes.

Au total plus de 100.000 travailleurs ont fait grève en Euskadi le 11 juin. Moins massive que celle du 11 décembre, où 250.000 travailleurs avaient débrayé, la grève du 11 juin manifeste pourtant un progrès incontestable de la combativité des masses au Pays Basque et l'échec total de l'état d'exception. Si l'on se rappelle que depuis 6 semaines, l'Euskadi vit sous un régime de terreur qui fait souvent penser au Chili de Pinochet, on conçoit mieux la force colossale qu'expriment ces 100.000 travailleurs en grève le 11 juin.

A Barcelone, la journée a été marquée par 2 manifestations de solidarité, la première de 3000 personnes à l'appel du PC, du PT, du MCE, et de la LCR-ETA (VI), la deuxième de 300 personnes à l'appel



D.R.

de l'OIC, de la LC et de groupes anarchistes.

A Valence, une manifestation unitaire a réuni plus de 1000 personnes (la plus importante depuis avril 73) à l'appel du MCE, de l'Union communiste, de l'UML, de l'OIC, de la LCR-ETA (VI), du PSAN, de l'OPF et de solidarité communiste.

■ GUIPUZCOA

On peut parler de succès mais sans progrès réel par rapport du 11 décembre.

Grève générale à Herrera, Pasajes, Vergara, Eibar, Azpeitia, Zumaya, Cestana, Elgoibar, Beasain-Villafranca, Zarauz...

Grève partielle à Irun (la CAF...), Renteria (Masti, R. Vizcaino, Paysa, Mecanoplastica, Pequin), Hernani, Lasarte, Andoain (Comac, Sapa, Orbelan), Tolosa, San Sebastian (Suchard), Mondragon (Cerrajera, Elma), Onate (Tximist). Pratiquement toutes les zones et tous les villages ont été touchés par la grève. Grève générale à l'université.

En général on peut parler d'une conscience de force à un niveau de masse, excellente préparation pour le procès Garmendia-Otaegui, un renforcement de l'avant-garde, une large unité d'action autour des commissions ouvrières, la perte de toute peur devant la répression qui a permis des actions de masse à peu près partout.

RECTIFICATIF

● La manifestation de Bayonne le 11 juin n'était pas appelée par la LCR et Révolution ! mais par le Comité contre la répression franquiste et le Secours basque qui inclut les deux organisations précitées. ● Ce n'est pas devant le Consulat espagnol mais à un carrefour voisin que les manifestants brûlèrent l'effigie de Franco.

MOTION SYNDICALE

Monsieur l'Ambassadeur, ● Le syndicat CGT et la section syndicale CFDT NEYRPEC-GRENOBLE (ALSTHOM-CGE) s'élèvent avec indignation contre les procès politiques intentés par la dictature franquiste.

Ils dénoncent le scandale constitué par ces procès : — qui visent à museler toute opposition à la dictature qui vient à nouveau de déclarer l'état d'exception au Pays Basque.

— qui vont se dérouler sans le respect élémentaire des droits de toute personne humaine (aveux extorqués sous la torture, vacuité des accusations conditions de détention, etc.)

Ils réclament la libération immédiate des militants menacés de la peine de mort : José Antonio GARMENDIA, Angel OTAEGUI et tous les autres militants basques, ainsi qu'Eva FOREST, Maria Luz FERNANDEZ et Antonio DURAN.

Ils s'engagent à entreprendre toute action en ses moyens pour empêcher la dictature franquiste de commettre de nouveaux crimes.

PERIGUEUX

● A l'appel du collectif Eva Forest (LCR, PSU, PS, FEN, CFDT, MLAC), 120

Il faut que la mobilisation s'amplifie pour sauver Eva Forest (notre photo) et les prisonniers politiques espagnols menacés de mort par Franco.

personnes ont participé à un meeting auquel étaient présents de nombreux travailleurs espagnols (parmi eux, des membres du PCE). Après la présentation du collectif un examen de la situation en Espagne et au Pays Basque était fait. Un film sur Eva Forest était projeté et un débat suivit.

NIMES

● Le 11 juin, le comité de soutien à Eva Forest et aux prisonniers politiques espagnols a procédé à une distribution de tracts dans les principales artères de la ville. Des contacts ont été pris avec d'autres organisations françaises et espagnoles en vue d'amplifier rapidement la campagne.

BORDEAUX

● 500 personnes ont manifesté samedi soir à Bordeaux contre l'état d'exception en Euskadi et les procès qui se préparent. Une initiative régionale est en préparation pour la fin du mois au Pays Basque nord.

ARGENTINE PETITION

Nous venons d'apprendre l'arrestation en Argentine du jeune intellectuel brésilien Paulo Paranagua. Quelques-uns parmi nous ont connu Paranagua pendant son séjour à Paris comme étudiant en sociologie aux universités de Nanterre et Vincennes ou comme artiste (poète et cinéaste) du mouvement surréaliste.

Paranagua, accusé par les autorités de « complot international subversif » est actuellement soumis à la torture par la police avec ses 11 camarades brésiliens et argentins arrêtés en même temps que lui.

Nous élevons notre protestation la plus énergique contre cette violation des Droits de l'Homme.

Nous exigeons la libération immédiate du jeune artiste Paulo Paranagua, de sa compagnie critique d'art Maria Regina Pilla et de leurs camarades Flavio Koutzil, Manuel Rellis, Carlos Alvarez, Susana Lobosco, Norma Espindola, Julia Venaglio, Maria Mendez, Juli Julio Ramos, Raul Rodriguez et Ingrid Rorr.

Nouvelles signatures
Degottex, Pierre Salée, Pignon, Hélène Parmelin, Georges Fischer, Colette Audry, Etienne Roda Gil, Michel Moutet, Josyane Moutet, Alain Jouffroy, Igor Wakhewitch, Pierre Molinier, Marcel Francis Kuhn, Michel Leiris, Jean Messagier, Charles Macamoud.

Les signatures peuvent être adressées à :
Gérard Tourtrol 119, rue de Rome - 750017 PARIS



«UN VOTO ROSSO!»

Une véritable débâcle de la Démocratie-chrétienne et une poussée à gauche sans précédent.

Première page de l'Unità journal du PCI au lendemain des élections.

Malgré sa défaite lors du référendum sur le divorce, l'année dernière, la bourgeoisie italienne avait de nouveau choisi de mener une campagne politique centrale contre le mouvement ouvrier à la faveur des élections régionales et administratives de dimanche dernier. De la défense de l'ordre public, menacé par les

extrémistes de « droite » et de « gauche », à la défense de l'ordre économique, miné par la multiplication des grèves et l'irresponsabilité de certains syndicats, toutes les vieilles sirènes de l'anticommunisme des années « 50 » s'étaient répandues, pendant un mois, sur les ondes de la radio et de la télévision.

Des marges de manoeuvre réduites pour la bourgeoisie

Cette fois, ce n'est pas une défaite, c'est une déroute. La Démocratie-Chrétienne perd 3,2 % des voix par rapport aux élections législatives de 1972, et ne reste le principal parti, au niveau national, que grâce aux votes des campagnes du « Mezzogiorno » (1). Les fascistes du

MSI reculent de 1,7 % et particulièrement dans leurs traditionnels bastions : — 4,4 % dans la région de Naples, — 3,9 % dans la région de Reggio de Calabre (2). Quant aux autres groupuscules bourgeois (libéraux, socio-démocrates, républicains), ils stagnent ou

régressent, notamment dans les régions de Turin, et Milan.

Au contraire, l'ensemble des partis ouvriers connaît une progression spectaculaire. Au premier rang desquels le Parti communiste : 2.000.000 voix supplémentaires par rapport à 1972 et gain en pourcentage, de 5,2 %. Les progressions les plus fortes sont dans la région de Turin (+ 7,6 % avec + 8,6 % à Turin même), dans la région de Milan (+ 6,6 %), dans la région de Gênes (+ 6,8 %) et à Rome (+ 8,1 %). Le P.C.I. devient ainsi le principal parti, sur le plan électoral, dans toutes les grandes villes italiennes et les principaux centres industriels. Le Partisocialiste gagne également 1.000.000 de voix, soit 2,2 %. La poussée du P.S.I. est surtout notable dans les régions « blanches » ou la Démocratie-Chrétienne est la plus forte (régions de Venise, Ancône, etc.) Enfin, les listes présentées en commun par le P.D.U.P.C. (3) et Avanguardia Operaia (voir encadré) recueillent 450.000 voix, avec un fort pourcentage à Milan (3,6 %), dans la région de Florence (2,1 %) et celle de Reggio de Calabre (2,7 %).

sans la participation des socialistes au gouvernement, n'a plus aucune crédibilité. Déjà, le « Corriere della Sera », bien représentatif de l'opinion de la majorité de la bourgeoisie italienne, attaque Fanfani et réclame une nouvelle expérience de « centre-gauche avancée » avec les socialistes. La perspective d'élections anticipées, envisagées avant les élections en cas de poussée à gauche, ne semble guère crédible aujourd'hui. La

Avancer la perspective

La victoire des partis ouvriers ne doit pas faire oublier les contradictions qui demeurent. D'abord pour le parti socialiste, dont le renforcement est du, pour une part, à des facteurs internationaux (Soarès est venu clôturer la campagne à Rome), pour une autre part à la campagne violente contre la Démocratie-Chrétienne. Son retour au gouvernement risquerait de saper ses positions avant les élections législatives de l'année prochaine. Mais surtout pour le parti communiste. Sa victoire électorale n'est pas celle du « compromis historique ». Le vote des travailleurs italiens (et notamment, pour la première fois, des jeunes de 18 à 21 ans) est avant tout un vote de classe, exprimant la montée de la radicalisation depuis 1968, et la volonté d'en finir avec le gouvernement démocrate-chrétien. Le soir

« Le pouvoir aux

Les perspectives avancées par les groupes centristes restent pour le moins ambiguës : du PDUCC, qui avance le mot d'ordre d'une « nouvelle alternative de gouvernement et de pouvoir », à Lotta Continua qui insiste pour « faire peser le résultat électoral

L'EXTREME-GAUCHE ET LES ELECTIONS

A part les débris de l'ultra-gauche qui avaient appelé au boycott des élections, les principaux groupes d'extrême-gauche avaient choisi, soit de présenter des candidats, soit de donner des consignes de vote précises.

Lotta Continua, d'abord, appelait à voter pour le Parti communiste. Position cohérente avec leur ligne actuelle qui consiste à avancer comme mot d'ordre central : PCI au gouvernement. Dans la perspective d'un développement des luttes et d'un débordement du projet de compromis historique. Il est certain que Lotta Continua n'est pas pour rien dans le score du PCI.

Le P.D.U.P.C. et Avanguardia Operaia, ensuite, présentaient des listes communes, dans certaines régions seulement (à Turin, par exemple, aucun accord n'avait été possible). Position qui traduisait leur volonté de construire un rapport de forces plus favorable à la gauche extra-parlementaire, dans le cadre d'une « nouvelle alternative

de gauche » en Italie. Leur score, près de 450.000 voix, est loin d'être négligeable. Surtout si on le compare au score du Manifesto, lors des élections législatives de 1972, qui avait recueilli un peu moins de 200.000 voix. Dans certaines villes, comme à Milan, ils dépassent les 3 % de voix. Ces résultats expriment incontestablement l'existence d'une puissante force à la gauche du Parti communiste.

Quant à nos camarades des Gruppi comunisti Rivoluzionari, section italienne de la Quatrième Internationale, ils ont mené une campagne autonome pour le contre-offensive ouvrière, contre le compromis historique, pour un gouvernement ouvrier appuyé sur la mobilisation des travailleurs, sur un programme anticapitaliste. Ils appelaient à voter pour les partis ouvriers qui ne s'étaient pas compromis avec la bourgeoisie dans des formules de gouvernement de centre-gauche, c'est-à-dire pour le PCI et les listes P.D.U.P.C.-A.O.



Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



des films, des livres
une fête, une pièce

victoire des partis ouvriers est telle, qu'elle risquerait de porter à la Chambre des députés une majorité PC-PS-extrême-gauche. Quant aux fascistes, ils se trouvent relativement renforcés par le fait que, dans certaines régions, la Démocratie-Chrétienne devra compter sur leurs voix pour gouverner. Mais plus vraisemblablement, l'échec électoral risquerait de renforcer les tendances « dures » au sein du M.S.I. et le retour à la stratégie de tension.

d'une offensive ouvrière

résultats, à Rome, les dizaines de milliers de manifestants, devant le siège du PC, scandaient le mot d'ordre : « E ora, é ora, potere a chi lavora » (« Maintenant c'est l'heure, le pouvoir aux travailleurs ». Berlinguer, s'adressant à la foule a même repris ce mot d'ordre... tout en précisant qu'il signifiait une volonté d'alliance entre toutes les forces « populaires et démocratiques » !

La direction du PC va chercher avant tout à freiner la dynamique d'une telle victoire. Mais il est difficile, après la débâcle de la Démocratie-Chrétienne, au moment où les partis ouvriers ont la majorité dans l'Italie du Centre, et 49 % des voix dans l'Italie du Nord, d'expliquer que la solution actuelle à la crise passe par une alliance avec les démocrates-chrétiens.

travailleurs ! »

sur le développement des luttes ouvrières ». D'autant que la campagne du PDUPE et d'Avanguardia Operaia restait peu claire sur la question du compromis historique. Aucune dénonciation précise d'un tel projet n'apparaissait dans leur plate-forme électorale. Or, c'est dès aujourd'hui qu'il faut avancer la perspective de la contre-offensive ouvrière pour les 35 heures et l'échelle mobile des salaires, c'est dès aujourd'hui qu'il faut dénoncer les projets de collaboration de classe des directions des partis ouvriers. Pour exiger, tout de suite, la mise en place d'un gouvernement de toutes les organisations ouvrières, appuyé sur la mobilisation des travailleurs, pour la satisfaction des revendications immédiates contre le plan de crise des patrons.

Sérafín Lampión

- (1) Régions du Sud de l'Italie
- (2) En 1972 les fascistes avaient largement exploité la crise institutionnelle de Reggio de Calabre
- (3) Parti d'unité prolétarienne pour le Communisme (fusion en 1974 du PDUP, issu d'une scission minoritaire du PSIUP dont la majorité a rejoint le PCI et du Manifesto).
- (4) 3 régions étaient déjà gouvernées par des majorités de gauche.

catastroph' story

Après la sortie des films « l'aventure du Boeing 747 », « Tremblement de terre », la « Tour infernale », les spectateurs français peuvent maintenant assister « en Technicolor » à la « submersion du Japon » : l'année 1975 voit la production en série des « films-catastrophes » qui, sur l'écran nous font assister à l'anéantissement fabuleux de Los-Angeles ou nous font participer à la terrifiante panique des passagers d'un paquebot en perdition.

Déjà au lendemain de la « grande crise » (1929-1935), la société américaine, profondément traumatisée par le bouleversement « démentiel » de ses structures économiques, sociales, politiques, remplit les salles de spectacle où l'on projette, où elle projette « King-Kong » (1933). Le roi Kong, c'est ce monstre gigantesque, faisant l'admiration des foules mais qui, subitement déchaîné, bête furieuse lâchée dans les rues de New-York, répand une terreur panique que seule, étrangement, une intervention militaire pourra stopper ; King-Kong c'est aussi l'hydre du capital international, érigé en idole, phénomène in maîtrisable qui, en quelques semaines, dévaste l'empire U.S. et que la guerre mondiale seule pourra apaiser durablement. Plus tard, dans les années 50, la Corée et Berlin semblent l'oree d'une nouvelle déflagration mondiale : c'est la guerre froide. La panique cinématographique n'est plus semée par un monstre déchaîné ; le danger vient d'ailleurs ; c'est la guerre des mondes, les soucoupes volantes et autres extra-terrestres qui font courir le spectateur. Les « martiens », rusés, nombreux et supérieurement armés complètent l'invasion du monde libre, lancent des offensives que le patriotisme de l'américain moyen et l'Union des Nations peuvent vaincre... à coups d'armes nucléaires tactiques.

Aujourd'hui, les salles se remplissent pour la projection d'un combat contre le « Démon » — « l'Exorciste » — ou de l'incendie (prometteur) de l'Empire State Building. Fantômes chargés de significations : il ne s'agit plus d'ennemis extérieurs

qu'une guerre permet de terrasser, mais un véritable effondrement, un cataclysme auxquels les protagonistes et les spectateurs assistent impuissants. Un gouffre qui s'ouvre sous Los Angeles, un raz-de-marée qui engloutit Tokyo, un diable qui envahit une fille d'américain moyen : impuissance de la science et de la raison, de l'économie et de la politique à lutter contre l'anéantissement ; appel à l'irrationnel ou au sauve-qui-peut individuel... Ces fantasmes aussi sont un « signe des temps » : l'affondrement soudain des châteaux de cartes impérialistes, la crise globale des valeurs et la crise du sujet se trouvent « projetés » sur les écrans sous forme de mythes. Tel peut être le sens de cette nouvelle mode catastrophiste : une mise en scène voilée des premiers soubresauts d'agonie du « Vieux monde ».

Cette fin du monde est la fin d'un monde. Cette débâcle, transformée en spectacle tragique pour être maîtrisée, nous nous chargerons de la transformer en réalité. Après Eux, ce ne sera pas le déluge.

l'œuvre de Flora Tristan

Une association « Le peuple prend la parole » s'est constituée et se propose d'édition sous forme de livres et de plaquettes des témoignages sur les luttes. Ces ouvrages seront écrits par des travailleurs français ou étrangers, et rendront compte de ce qu'une nouvelle culture s'élabore en même temps que se déroule et s'exacerbe la lutte des classes.

Un premier ouvrage circule déjà : il réunit des extraits importants des écrits de Flora Tristan et notamment des « Promenades dans Londres (1833), « l'Union ouvrière » (1843) « le Tour de France » (1844). Cette dernière œuvre ne put être achevée puisque la mort surprit Flora Tristan dans le cours de ce tour de France.

Tout au long de ces extraits, on voit s'établir les liens entre la lutte contre l'oppression des femmes et celle contre toute oppression.

la fête dans la rue

avec les amis de la « Canaille »

Dimanche 22 juin, à partir de 15 heures, 2 rue de l'Arsenal, Paris 4^e (Métro Bastille), l'association « Les amis de la Canaille » organise une animation de quartier : sketches, chansons, théâtre, grand bal folk, spectacle pour enfants. La participation aux frais est de dix francs et cinq francs pour les enfants en bas âge et ceux d'un autre âge. Bien entendu, une buvette et des sandwiches variés sont également prévus au programme.

Indiquons que les organisateurs ne sont pas des novices dans l'animation. Ils participèrent, sur le plan de la bouffe à la fête de P.H. et ont organisé un gala pour les grévistes de l'O.P.H.L.M.

les nuits difficiles

de Dino Buzzati (Livre de Poche)

Deux raisons de ne pas lire ça : Buzzati (mort il y a peu) fut journaliste au Corriere della Sera et adversaire acharné de la gauche et de l'extrême-gauche. Ensuite ces nouvelles sont traduites à coup de pelle par quelqu'un qui a dû apprendre le français dans les guides touristiques... Et pourtant lisez-le : il s'agit de contes fantastiques pleins d'un humour glacial, où l'insolite fait soudain irruption dans un quotidien très contemporain. Dépaysement et étrangeté garantis.

la nuit du 28 septembre

Pièce écrite et mise en scène par Michel Demarcy

Cette nuit là, la majorité silencieuse se prépare à manifester le lendemain, place du Belem, à l'appel de Spinola. Quatre hommes, un général, un curé, un torero et un paysan « enganado » (trompé) portent vers Lisbonne un mort dans un

cercueil (le paysan s'apercevra plus tard qu'il contient en fait des armes). Pendant toute la pièce, un piquet de vigilance, assis dans l'ombre, barre le fond de la scène ; il interviendra à la fin pour arrêter les conjurés, en portant des pancartes appelant à occuper les terres et les usines et à créer des comités de quartier, comités de soldats, etc... Cette pièce est jouée depuis le mois de janvier dans les villages portugais ; en la centrant sur trois fascistes — un général et un curé, deux piliers du régime, chargés d'asservir le peuple par la force et la foi pendant que le torero les amuse — Demarcy et les comédiens nous montrent le désir de revanche de la droite (la leçon du Chili est sans cesse présente). Ce général couvert de médailles, ce torero « macho » qui combat le peuple comme un taureau, ce curé fanatique, grand pourfendeur de démons rouges, ont en commun la haine du peuple, du « pecor », le cynisme, l'hystérie anticommuniste, le culte de la mort.

Mais nous assisterons surtout à la prise de conscience du paysan, aveuglé et tenu en laisse par 48 ans de salazarisme, à coups de sermons, de baptême de Fatima, de corrida, de football, etc.

Certains événements historiques sont d'ailleurs intégrés à la pièce (communiqués radio des syndicats, discours fascistes lus à Spinola dans la corrida du 26, etc.) ; de même la vie quotidienne du peuple portugais, représenté par ses chansons (« Gandola, Villa Morena »), par ses gestes, par ses luttes et sa mémoire collective (personnage de Catarina Eufemia, Héroïne paysanne). Mais cette pièce n'est pas pour autant un spectacle documentaire, réaliste ; bien au contraire : tous ces fragments de la réalité populaire donnent au spectacle un contenu poétique, une force émotionnelle qui lui permettent de frapper plus fort et plus juste. Il est une fois de plus démontré qu'il est possible de faire un théâtre politique sans tomber dans les ornières du réalisme socialiste.

Dépêchez-vous d'y aller : dix représentations jusqu'au 28 juin à 21 heures (sauf dimanche et lundi) au Théâtre de la Galerie (Cité universitaire).



10 millions fin juin pour le quotidien rouge.



Nous progressons cette semaine dans la souscription. Mais nous ressentons un obstacle dû à notre « planification » des « rendez-vous financiers ». Oui, nous avons fixé l'objectif fin juin à 10 millions. Mais cela ne sera pas facile à atteindre. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'effort à fournir tout de suite. Nous avons besoin de ces dix millions pour les premiers investissements, ce n'est pas seulement un chiffre « au hasard ». Et cela ne repousse pas du tout nos efforts à « après les vacances ». Si l'on veut une formule plus nette : il nous faut le maximum tout de suite et au moins les 10 millions. Encore 15 jours pour y parvenir si tous les camarades se mobilisent pour la collecte. Cela est possible : la preuve en est le nombre croissant de let-

tres que nous recevons de sympathisants et de lecteurs qui tous, en général nous envoient 100 f et nous promettent de verser à nouveau cette somme jusqu'à la fin de l'année 75.

Rappelons que l'objectif final est de 200 millions (d'AF) le 31 décembre 75.

Dernière minute :

Le chiffre que nous publions cette semaine est en-dessous de la vérité : au moment où nous écrivons, c'est près de 4 millions d'anciens francs qui sont entre nos mains. Mais nous ne pouvons les recenser et les inclure que dans la liste de la semaine prochaine. Nous réussissons en persévérant !

SOLDE ANTERIEUR 10946,00

Paris 14ème	550,00
Lille	420,00
Lyon	2330,00
Sympathisants Paris	20,00
Groupe Taupe D.G. impôts	120,00
Régine Pavillon-sous-bois	100,00
Anonyme Paris	110,00
G.H. Ste-Hélène	
du Touvet (38)	50,00
J.-J. B. Reims	100,00
G.T. Compteurs Reims	100,00
G.T. INRA	200,00



matériel de campagne

Que préparons-nous ? La campagne doit se faire avec du matériel adéquat. Des camarades de toutes les villes travaillent sur des idées : idées d'affiches, idées de manifestations du type forum, gala, fête, etc. D'autres prennent des initiatives peu coûteuses mais efficaces. Pendant ce temps, nous préparons un dépliant qui devrait avoir trois fonctions : il ferait un petit dossier de Rouge, il pourrait être aussi un document à diffuser à part, il pourrait être aussi une affiche. Le projet est en cours, nous espérons le voir le 20 juin. Nous rééditons en outre des bons de souscription.

A.M. St-Mandé	100,00
S.P. Paris 13ème	100,00
J-P. G. Flers-les-Lille	100,00
J-P. P. Avranches	50,00
P.L. Le Havre	100,00
Pierre et Marguerite de Paris	200,00
Auxerre	190,00
C.H. Toulouse	50,00

DE TOUS LES COINS

Maurepas Trappes	107,00
Sartrouville	474,00
Meeting L.C.R. Pontoise	250,00
Employée P.T.T. Pontoise	60,00
J-P. B. Massy	50,00
Diffuseurs 15ème ardt.	2565,00
F.M. Clermont-Ferrand	100,00
Ouvrier Issy-Les-Mx	50,00
M-F. S. Saintry/Seine	200,00
J.K. Paris 2ème	100,00
D.L. Paris 20ème	10,00
Diffuseurs Valenton	1310,00
S.R. Mandeure (25)	100,00
Diffuseurs Metz	108,85
B.F. Plouay	50,00
S.J. cheminot	100,00
Clermont-Ferrand	500,00
Diffuseurs Le Puy	150,00
Elèves infirmières	
Paris 13ème	130,00
Comité Rouge Soissons	250,00
M.P. Chelles	150,00
D.B. Chelles	300,00
Cheminots Gare de l'Est	220,00
Diffuseurs Marseille	2510,00
Hôpital Pitié-Salpêtrière	180,00
Cheminots Masséna-Austerlitz	20,00
Librairie Rouge	275,80
F.M. Paris	60,00
P.J. Paris	30,00
Diffuseurs Tarbes	1000,00
Pierrot Albi	5,00
Enseignant Castres	30,00
Travailleur Castres	20,00
Etudiant Montauban	5,00
R. Albi	70,00
C. Albi	20,00
V. Albi	70,00
M. Castres	40,00
D. Castres	100,00
P.M. Cassis	100,00
Georges Mulhouse	100,00

Si chaque militant et sympathisant fabriquait ces étiquettes publicitaires, qui ne reviennent pas cher puisqu'on peut se les procurer sur les lieux de travail ;

Si chaque militant et sympathisant collait son étiquette dans la journée ; On peut supposer que Paris serait vite recouvert.

Montpellier : une expérience

Les cellulés « Lettres et Sciences » de Montpellier ont donné le départ de la campagne du quotidien en organisant sur les facs et le restaurant universitaire un « Bazar rouge ». Précédée par un tract expliquant pourquoi un quotidien, cette initiative s'est déroulée de la manière suivante : musique vente d'objets divers (collectés chez les militants et dans les greniers), table de presse. Des discussions s'engagent alors avec les acheteurs sur les raisons de cette initiative.

...En plus du fric collecté (1000 f), nous vendons pour presque autant en livres et brochures. Peut-être faut-il soumettre ce genre d'initiatives aux copains des facultés et des lycées.

Albi : la souscription envoyée cette semaine se décompose en 10 souscriptions qui seront régulières désormais. Le matériel d'affiches sert pour les villes du département : Mazamet, Gaillac, Graulhet, Carmaux...

Nice : ci-joint un chèque de 100 F pour la souscription pour le « Quotidien Rouge ». J'essaierai d'envoyer la même somme pendant 8 mois. Salutations trotskystes. R.B.

TOTAL 27910,85

SOUSCRIVEZ

Pour la sortie de Rouge Quotidien en janvier 1976

100

Je verse aujourd'hui

Je m'engage à verser

chaque mois F

Nom (facultatif)

Prénom

Adresse

Profession

Chèques ou mandats à l'ordre de P. Chenot. À renvoyer à ROUGE, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris